

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, Franco et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, Franco et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO, (A. O. F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 26 janvier 1937 concernant la mise en application, à titre provisoire, des dispositions contenues dans l'échange de lettres du 31 décembre 1936 portant renouvellement et modification du modus vivendi commercial conclu entre la France et l'Italie le 11 août 1936. (Arrêté de promulgation du 3 avril 1937). 158

Décret du 2 février 1937 rendant exécutoires dans les Territoires d'outre-mer, la loi du 16 juin 1933 et le décret du 1^{er} septembre 1934 sur la sécurité de la navigation et sur l'hygiène à bord des navires immatriculés dans la métropole, (Arrêté de promulgation du 3 avril 1937). 158

Décret du 14 février 1937 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire du Togo placé sous le mandat français. (Arrêté de promulgation du 3 avril 1937). 159

Décret du 16 février 1937 modifiant l'article 35 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux. (Arrêté de promulgation du 3 avril 1937). 169

Décrets du 18 février 1937 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets du 8 décembre 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins et le décret du 4 janvier 1937 concernant l'étiquetage des vins à appellations contrôlées. (Arrêté de promulgation du 3 avril 1937). 169

Décrets du 18 février 1937 pris en application des dispositions de la loi du 21 janvier 1937 autorisant le gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'empêcher le départ de volontaires pour l'Espagne. (Arrêté de promulgation du 3 avril 1937). 170

Décret du 19 février 1937 complétant l'article 77 du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux. (Arrêté de promulgation du 3 avril 1937). 171

Décret du 19 février 1937 relatif à la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale des retraites. (Arrêté de promulgation du 3 avril 1937). 172

Décret du 22 février 1937 portant règlement du logement et de l'ameublement aux colonies. (Arrêté de promulgation du 3 avril 1937). 173

Décret du 3 mars 1937 relatif au détachement en France des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine. (Arrêté de promulgation du 7 avril 1937). 173

Décret du 4 mars 1937 portant application au territoire du Togo placé sous le mandat de la France de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition des véhicules automobiles. (Arrêté de promulgation du 7 avril 1937). 174

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 23 mars 1937 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast. 175

Arrêté du 23 mars 1937 portant rectification de certains articles des rôles 74, 86 et 107 de l'année 1936. 175

Décision du 24 mars 1937 interdisant la vente des arachides dans le cercle du sud. 175

Arrêté du 8 avril 1937 abrogeant l'arrêté n° 157 du 8 avril 1937 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast. 176

Arrêté du 14 avril 1937 annulant l'arrêté n° 57 du 28 janvier 1937 176

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL Européen et Indigène

Rappels pour services militaires — Nominations — Promotions — Commission d'enquête — Permission — Affectation	176
Uniformes.	177
Forces de police.	177

ACTES DIVERS

Commission des marchés.	178
Cession de livres sterling.	178
Création de Société.	178
Délégation de signature.	178
Enseignement privé.	178
Libération conditionnelle.	178
Produits pharmaceutiques.	178
Séssion de la cour d'assises.	178
Transfert de restes mortels	179
Examens et concours.	179
Cours des changes.	179
Comité de surveillance de prix.	179
Avis aux navigateurs.	179
Domaines	180
Bulletin météorologique.	181
Etat des mouvements de la navigation.	183

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces.	184
-------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Renouvellement du modus vivendi commercial franco-italien

ARRETE N° 164 promulguant au Togo le décret du 26 janvier 1937 concernant la mise en application, à titre provisoire, des dispositions contenues dans l'échange de lettres du 31 décembre 1936 portant renouvellement et modification du modus vivendi commercial conclu entre la France et l'Italie le 11 août 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 janvier 1937 concernant la mise en application, à titre provisoire, des dispositions contenues dans l'échange de lettres du 31 décembre 1936 portant renouvellement et modification du modus-vivendi commercial conclu entre la France et l'Italie le 11 août 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 janvier 1937 concernant la mise en appli-

cation, à titre provisoire, des dispositions contenues dans l'échange de lettres du 31 décembre 1936 portant renouvellement et modification du modus-vivendi commercial conclu entre la France et l'Italie le 11 août 1936.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1937.

MONTAGNE.

(Voir J. O. R. F. du 27 janvier 1937 page 1075).

Sécurité de la navigation et hygiène des navires

ARRETE N° 172 promulguant au Togo le décret du 2 février 1937 rendant exécutoires dans les territoires d'outre-mer, la loi du 16 juin 1933 et le décret du 1^{er} septembre 1934 sur la sécurité de la navigation et sur l'hygiène à bord des navires immatriculés dans la métropole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 2 février 1937 rendant exécutoires, dans les territoires d'outre-mer, la loi du 16 juin 1933 et le décret du 1^{er} septembre 1934 sur la sécurité de la navigation et sur l'hygiène à bord des navires immatriculés dans la métropole;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 février 1937 rendant exécutoires dans les territoires d'outre-mer, la loi du 16 juin 1933 et le décret du 1^{er} septembre 1934 sur la sécurité de la navigation et sur l'hygiène à bord des navires immatriculés dans la métropole.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1937.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 2 février 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Une loi du 16 juin 1933 et un décret du 1^{er} septembre 1934 ont refondu pour la métropole les dispositions relatives à la sécurité de la navigation et à l'hygiène à bord des navires de commerce.

Ces dispositions sont applicables, depuis leur mise en vigueur, aux navires métropolitains, quels que soient les parages où ils naviguent et, sous certaines conditions, aux navires étrangers touchant un port français. Les autorités maritimes aux colonies doivent donc être à même d'en assurer l'application.

C'est dans ce but que, conformément à la procédure suivie pour la mise en vigueur de la loi du 17 avril

1907 nous avons fait préparer le projet de décret ci-joint qui, d'ailleurs, se borne à reproduire en les adaptant à la législation actuelle les dispositions du décret du 8 juillet 1913.

Si vous partagez notre façon de voir, nous vous prions, monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre haute sanction le présent projet de décret.

Nous vous prions d'agréer, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Le ministre des travaux publics,
Albert BEDOUCÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 8 juillet 1913, sur la sécurité de la navigation maritime;

Vu la loi du 16 juin 1933, portant révision de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1934, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 juin 1933 aux bâtiments d'une jauge brute supérieure à 250 tonneaux;

Vu les sénatus-consultes des 3 mai 1854 et 4 juillet 1866;

Vu la loi du 23 février 1912, sur la réorganisation du service de l'inscription maritime aux colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés exécutoires dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies, sous les réserves ci-après, la loi du 16 juin 1933 et le décret susvisé du 1^{er} septembre 1934.

ART. 2. — Ne sont pas soumis aux dispositions de la loi du 16 juin 1933 et du décret du 1^{er} septembre 1934 :

1^o — Les navires ayant leur port d'attache dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies. Des décrets spéciaux détermineront suivant quelles modalités les dispositions de ladite loi et des règlements qui la complètent pourront être étendues à ces navires;

2^o — Les navires étrangers admis à bénéficier de la même législation et du même traitement que ces derniers ou d'une législation et d'un traitement équivalents.

ART. 3. — Par application de l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1912 susvisée, les membres des commissions de visite, prévues à la loi du 16 juin 1933, qui ne sont ni officiers, ni fonctionnaires en activité de service, reçoivent des rétributions fixées par arrêtés du chef de la colonie dans la limite des crédits alloués par le budget local qui en supporte la dépense. Ils ne sont pas assujettis à raison de ces fonctions à la contribution des patentes.

ART. 4. — Le mode d'assiette, la quotité et les règles de perception des droits, auxquels donnent lieu les visites de navires sont établis au profit du budget local, dans les formes prescrites par l'article 74 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies.

ART. 5. — Les chefs des territoires visés à l'article 1^{er} exercent les attributions qui sont dévolues dans la métropole au ministre de la marine marchande, en ce qui concerne la composition des commissions de visite.

Les pouvoirs attribués au ministre de la marine marchande leur sont délégués en ce qui concerne les navires étrangers ne touchant pas un port de France ou d'Algérie.

ART. 6. — Les communications à adresser au ministre chargé de la marine marchande concernant les opérations effectuées, dans les ports des possessions coloniales susvisées, en vertu de la loi du 16 juin 1933 et des décrets qui la complètent, ont lieu par l'intermédiaire du chef de la colonie intéressée et du ministre des colonies.

ART. 7. — Les attributions conférées aux gouverneurs par le présent décret sont exercées par les gouverneurs généraux dans les possessions réunies sous un gouvernement commun.

Dans l'intervalle des sessions, l'avis du conseil de gouvernement est remplacé par celui de la commission permanente.

ART. 8. — Sont et demeurent abrogées les dispositions contraires au présent décret, en particulier le décret du 8 juillet 1913 sur la sécurité de la navigation maritime.

ART. 9. — Le ministre des colonies et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel des colonies et inséré au bulletin officiel des ministères des colonies et de la marine marchande.

Fait à Paris, le 2 février 1937.

Albert LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Le ministre des travaux publics,
Albert BEDOUCÉ.

Règlementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique

ARRETE N° 167 promulguant au Togo le décret du 14 février 1937 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire du Togo placé sous mandat français.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 14 février 1937 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire du Togo placé sous mandat français;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 février 1937 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire du Togo placé sous mandat français.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1937.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 14 février 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Dans le territoire sous mandat du Togo l'expropriation pour cause d'utilité publique est actuellement réglementée par un décret pris le 15 février 1889 pour le Sénégal et qui, en vertu du décret du 16 avril 1924, fixant le mode de promulgation des lois-décrets et règlements dans les territoires africains sous mandat, a été rendu applicable au Togo. En effet, le décret du 26 novembre 1930 qui a refondu la législation de l'Afrique occidentale française en la matière n'a pas été étendu au territoire.

Aussi bien, le moment nous a semblé opportun de renouveler la réglementation en vigueur au Togo et de faire bénéficier ce territoire des nouvelles dispositions édictées pour la métropole par les décrets des 8 août et 30 octobre 1935 tout en les adaptant aux contingences locales.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'hommage de notre profond respect.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Marc RUCART.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1923 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation des lois, décrets et règlements dans les territoires du Cameroun et du Togo;

Vu le décret du 15 février 1889 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique au Sénégal;

Vu le décret du 16 novembre 1924 réorganisant la justice française en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène dans le territoire du Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu les décrets des 8 août et 30 octobre 1935 relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique;

DECRETE :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE PREMIER. — L'expropriation pour cause d'utilité publique au Togo s'opère par autorité de justice.

ART. 2. — L'expropriation ne peut être prononcée qu'autant que l'utilité en a été constatée et déclarée dans les formes prescrites par le présent décret.

Toutefois, les terres formant la propriété collective des indigènes ou que les chefs indigènes détiennent comme représentants des collectivités indigènes conformément aux règles du droit coutumier local, restent soumises aux dispositions de la réglementation domaniale qui les concerne.

Ces formes consistent :

1^o — Dans la loi, le décret ou la décision administrative qui déclare l'utilité publique de l'opération pour laquelle l'expropriation est requise;

2^o — Dans l'arrêté du commissaire de la République qui désigne les localités ou les territoires sur lesquels l'opération doit avoir lieu lorsque cette désignation ne résulte pas de l'acte visé au paragraphe précédent;

3^o — Dans l'arrêté ultérieur par lequel le commissaire de la République détermine les propriétés particulières auxquelles l'expropriation est applicable.

Cette application ne peut être faite à aucune propriété particulière qu'après que les parties intéressées ont été mises en état d'y fournir leurs contredits, selon les règles exprimées au titre II.

Un décret peut accorder le bénéfice de la déclaration d'utilité publique à une collectivité autre que celle qui est désignée dans cette déclaration sans qu'il y ait lieu de procéder de nouveau à l'enquête administrative préalable.

Les propositions et les arrêtés du commissaire de la République doivent être formulés ou pris après avis du conseil d'administration.

Une enquête administrative précède toujours l'acte portant déclaration d'utilité publique. La forme et la durée de cette enquête sont fixées par un arrêté du commissaire de la République pris en conseil d'administration.

TITRE II

DES MESURES D'ADMINISTRATION RELATIVES A L'EXPROPRIATION

ART. 3. — Les ingénieurs ou autres gens de l'art chargés de l'exécution des travaux lèvent, pour la partie qui s'étend sur chaque commune ou sur chaque cercle, le plan parcellaire des terrains ou des édifices dont la cession leur paraît nécessaire.

ART. 4. — Le plan desdites propriétés particulières, indicatif des noms de chaque propriétaire, tels qu'ils sont inscrits sur la matrice des rôles, reste déposé, pendant huit jours, à la mairie de la commune ou aux bureaux du commandant du cercle où les propriétés sont situées afin que chacun puisse en prendre connaissance.

ART. 5. — Le délai fixé à l'article précédent ne court qu'à dater de l'avertissement, qui est donné collectivement aux parties intéressées, de prendre communication du plan déposé à la mairie ou aux bureaux du cercle. Cet avertissement est publié par les moyens habituels et affiché à la principale porte de la mairie ou du bureau du commandant de cercle.

Il est inséré au journal officiel du territoire.

En outre, notification individuelle du dépôt prévu à l'article 4 est faite, sous pli recommandé, aux propriétaires intéressés, lorsque leur domicile est connu. Au cas contraire, la notification est faite en double à l'administrateur-maire ou au commandant de cercle et, le cas échéant, au fermier, au locataire, gardien ou régisseur de la propriété.

ART. 6. — L'administrateur-maire ou le commandant de cercle certifie l'accomplissement des formalités prévues à l'article 5; il mentionne sur un procès-

verbal qu'il ouvre à cet effet et que les parties qui comparaissent sont requises de signer, les déclarations et réclamations qui lui ont été faites verbalement et y annexé celles qui lui sont transmises par écrit.

ART. 7. — A l'expiration du délai de huitaine prescrit par l'article 4, une commission se réunit soit à la mairie de la commune pour les propriétés qui y sont placées, soit aux bureaux de l'administrateur du cercle où sont situées les propriétés.

Cette commission présidée par le commissaire de la République ou son délégué est composée de quatre membres choisis par le commissaire de la République parmi les propriétaires du territoire, de l'administrateur-maire ou du commandant de cercle dans la circonscription duquel se trouvent les dites propriétés et de l'un des ingénieurs ou hommes de l'art chargés de l'exécution des travaux.

La commission ne peut délibérer valablement qu'autant que cinq de ses membres au moins sont présents.

Dans le cas où le nombre des membres présents serait de six et où il y aurait partage d'opinions, la voix du président sera prépondérante.

Les propriétaires qu'il s'agit d'exproprier ne peuvent être appelés à faire partie de la commission.

ART. 8. — La commission reçoit, pendant huit jours, les observations des propriétaires.

Elle les appelle toutes les fois qu'elle le juge convenable.

Elle donne son avis.

Ses observations doivent être terminées dans le délai de dix jours; après quoi, le procès-verbal est adressé immédiatement au commissaire de la République.

Dans le cas où lesdites opérations n'auraient pas été menées à fin dans le délai ci-dessus, le président de la commission devra, dans les trois jours, transmettre au commissaire de la République son procès-verbal et les documents recueillis.

ART. 9. — Si la commission propose quelque changement au tracé indiqué par les ingénieurs, et si ce changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces de terrains bâtis ou non bâtis, le président doit, dans la forme indiquée par l'article 5, en donner immédiatement avis aux propriétaires intéressés. Pendant huitaine à dater de cet avertissement, le procès-verbal et les pièces restent déposés au lieu désigné par l'administration; les parties intéressées peuvent en prendre communication sans déplacement et sans frais et fournir leurs observations écrites.

Dans les trois jours suivants, le président de la commission transmet toutes les pièces au commissaire de la République.

ART. 10. — Sur le vu du procès-verbal et des documents y annexés, le commissaire de la République détermine, par un arrêté motivé, dit de cessibilité, les propriétés qui doivent être cédées, et indique l'époque à laquelle il sera nécessaire d'en prendre possession.

ART. 11. — Les dispositions des articles 7, 8 et 9 ne sont point applicables au cas où l'expropriation serait demandée par une commune et dans un intérêt purement communal ou en matière de petite voirie.

Dans ce cas, le procès-verbal prescrit par l'article 6 est transmis, avec l'avis de la commission municipale par l'administrateur-maire au commissaire de la République.

ART. 12. — Lorsque l'administration est en mesure, avant même la déclaration d'utilité publique, de déterminer les parcelles à exproprier et de dresser le plan conformément à l'article 3 ci-dessus, l'enquête du présent titre II peut être faite, soit en même temps que celle du titre premier, soit postérieurement à celle-ci et sans attendre la déclaration d'utilité publique. Si l'enquête est terminée avant la déclaration d'utilité publique, l'arrêté de cessibilité est ajourné jusqu'à l'intervention de celle-ci.

TITRE III

DE L'EXPROPRIATION ET DE SES SUITES QUANT AUX PRIVILÈGES, HYPOTHÈQUES ET AUTRES DROITS RÉELS

ART. 13. — Si des biens de mineurs, d'interdits, d'absents ou autres incapables, sont compris dans les plans déposés en vertu de l'article 4 ou dans les modifications qui y ont été apportées conformément à l'article 9, les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession provisoire et tous représentants des incapables, peuvent, après autorisation du tribunal donnée sur simple requête, en la chambre du conseil, le ministère public entendu, consentir amiablement à l'aliénation desdits biens.

Le tribunal ordonne les mesures de conservation ou de remploi qu'il juge nécessaires.

Ces dispositions sont applicables aux immeubles dotaux.

Le commissaire de la République pourra, dans le même cas, aliéner les biens du territoire après avis du conseil d'administration.

Les administrateurs-maires des communes pourraient aliéner les biens communaux s'ils y sont autorisés par une délibération du conseil municipal approuvée par le commissaire de la République.

Les administrateurs des établissements publics ont la même faculté après avis de leur conseil d'administration et autorisation du commissaire de la République.

A défaut de conventions amiables, soit avec les propriétaires des terrains ou bâtiments dont la cession est reconnue nécessaire, soit avec ceux qui les représentent, le commissaire de la République, sur la demande qui lui en est faite par l'administration expropriante, transmet au président du tribunal dans le ressort duquel les biens sont situés, la loi, le décret ou la décision administrative qui prononce la déclaration d'utilité publique, et l'arrêté mentionné à l'article 10.

ART. 14. — Dans les trois jours, et sur la production des pièces constatant que les formalités prescrites par l'article premier du titre premier et par le titre II du présent décret ont été remplies, le président du tribunal ou le juge délégué prononce par ordonnance l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains ou bâtiments indiqués dans l'arrêté du commissaire de la République.

Cette ordonnance est déposée en minute au greffe du tribunal qui en délivre les grosses et expéditions nécessaires.

ART. 15. — Si, dans l'année de l'arrêté du commissaire de la République, l'administration n'a pas poursuivi l'expropriation, tout propriétaire dont les terrains sont compris audit arrêté, peut présenter requête au président du tribunal. Cette requête est communiquée dans les trois jours par le président au commissaire de la République.

Si l'administration entend poursuivre l'expropriation, le commissaire de la République doit, dans le

plus bref délai, envoyer les pièces au président qui statue dans les trois jours.

Si l'administration renonce à poursuivre l'expropriation, elle doit faire connaître son intention aux parties intéressées dans le délai de trois mois, faute de quoi elle est considérée comme y ayant renoncé.

Dans le cas prévu au paragraphe précédent, les intéressés peuvent obtenir du tribunal de première instance une indemnité qui ne pourra excéder 5.000 francs pour le préjudice qu'ils justifieraient leur avoir été causé par l'engagement de la procédure d'expropriation.

ART. 16. — Lorsque les propriétaires à exproprier consentent à la cession, sans qu'il y ait accord sur le prix, le président du tribunal ou le juge délégué donne acte du consentement et renvoie les intéressés devant la commission d'évaluation sans qu'il soit besoin de prendre l'ordonnance d'expropriation ni de s'assurer que les formalités prescrites par le titre II ont été remplies.

ART. 17. — L'ordonnance est publiée et affichée par extrait dans la commune ou le cercle de la situation des biens de la manière indiquée à l'article 5. Elle est insérée au journal officiel du territoire.

ART. 18. — L'ordonnance est immédiatement après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précédent, transcrite au bureau de la conservation des hypothèques du territoire, conformément à l'article 2181 du code civil.

ART. 19. — Dans la quinzaine de la transcription, les privilèges et les hypothèques conventionnelles, judiciaires ou légales, seront inscrits.

A défaut d'inscription dans ce délai, l'immeuble exproprié sera affranchi de tous privilèges et hypothèques, de quelque nature qu'ils soient, sans préjudice des droits des femmes, mineurs ou interdits, sur le montant de l'indemnité, tant qu'elle n'a pas été payée ou que l'ordre n'a pas été réglé définitivement entre les créanciers.

Les créanciers inscrits n'auront dans aucun cas la faculté de surenchérir, mais ils pourront exiger que l'indemnité soit fixée conformément au titre IV.

ART. 20. — Les actions en résolution, en revendication et toutes autres actions réelles ne pourront arrêter l'expropriation ni en empêcher l'effet. Le droit des réclamants sera transporté sur le prix et l'immeuble en demeurera affranchi.

ART. 21. — Les règles fixées par les articles 17, 18, 19 et 20, pour l'ordonnance du président, sont applicables dans les cas de conventions amiables passées entre l'administration et les propriétaires.

Cependant, l'administration peut, sauf le droit des tiers, payer sans accomplir ces formalités les acquisitions dont la valeur ne s'élève pas au-dessus de deux mille cinq cents francs. (2.500 francs).

Le défaut d'accomplissement des formalités de la purge des hypothèques n'empêche pas l'expropriation d'avoir son cours, sauf pour les parties intéressées, à faire valoir leurs droits ultérieurement dans les formes déterminées par le titre IV du présent décret.

ART. 22. — L'ordonnance ne peut être attaquée que par la voie du recours en annulation devant la cour d'appel de Dakar et seulement pour incompetence, excès de pouvoir ou vice de forme.

Le recours aura lieu, au plus tard, dans les trois jours à dater de la notification de l'ordonnance, par déclaration au greffe du tribunal. Il est notifié dans

la huitaine soit à la partie, à son domicile, soit au commissaire de la République, à l'administrateur maire, ou au représentant légal de l'établissement public intéressé, suivant la nature des travaux, le tout à peine de déchéance.

Dans la quinzaine qui suit la notification du recours, les pièces sont adressées à la cour d'appel qui statue dans le délai d'un mois à dater de leur réception.

L'arrêt, s'il est rendu par défaut, à l'expiration de ce délai, ne sera pas susceptible d'opposition.

TITRE IV

DU RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS

CHAPITRE PREMIER

Mesures préparatoires.

ART. 23. — Dans la huitaine qui suit la notification prescrite par l'article 17, le propriétaire est tenu d'appeler et de faire connaître à l'administration les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'usufruits, d'habitation ou d'usage, tels qu'ils sont réglés par le code civil, et ceux qui peuvent réclamer des servitudes résultant des titres mêmes du propriétaire ou d'autres actes dans lesquels il serait intervenu; sinon, il restera seul chargé envers eux des indemnités que ces derniers pourront réclamer.

Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par l'avertissement énoncé à l'article 5 et tenus de se faire connaître à l'administration dans le même délai de huitaine, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.

ART. 24. — Les dispositions du présent décret relatives aux propriétaires et à leurs créanciers sont applicables à l'usufruitier et à ses créanciers.

ART. 25. — En même temps qu'est faite la notification de l'ordonnance du président prévue par l'article 17, l'administration invite le propriétaire à fixer dans la quinzaine, par mémoire et avec toutes justifications à l'appui, les sommes qu'il demande à titre d'indemnité d'éviction. La même invitation est adressée aux intéressés que le propriétaire a fait connaître conformément au paragraphe 1^{er} de l'article 23 et à ceux qui ont fait valoir leurs droits conformément au paragraphe 2 du même article.

Les expropriés notifient directement à l'administration expropriante leur mémoire par exploit d'huissier ou sous pli recommandé avec avis de réception.

ART. 26. — Les femmes mariées sous le régime dotal, assistées de leur mari, les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession provisoire des biens d'un absent et autres personnes qui représentent les incapables, peuvent valablement présenter leurs demandes d'indemnités comme il est dit à l'article 25.

ART. 27. — Le délai de quinzaine fixé par l'article 25 est porté à un mois dans tous les cas prévus par l'article 26.

ART. 28. — Dans le mois qui suit la présentation des demandes par les propriétaires et autres intéressés, l'administration qui poursuit l'expropriation est tenue de déclarer son acceptation ou son refus. Si elle n'accepte pas, ou si les propriétaires et autres intéressés n'ont pas présenté leurs demandes dans les délais prescrits par les articles 25 et 27, l'administration les cite devant la commission arbitrale d'évaluation pour qu'il soit procédé au règlement des indemnités de la manière indiquée au chapitre

suivant. La citation contient l'énonciation des propositions que l'administration entend soumettre à la commission.

CHAPITRE II

De la commission arbitrale chargée de fixer les indemnités.

ART. 29. — L'indemnité est fixée par une commission arbitrale d'évaluation siégeant au chef-lieu du territoire.

La commission arbitrale comprend : un magistrat, président, deux fonctionnaires, un notaire et un contribuable.

Le magistrat président est désigné au début de l'année par le premier président de la cour d'appel qui nomme également un magistrat suppléant.

Les deux fonctionnaires sont, d'une part le receveur des domaines ou son délégué, d'autre part, un fonctionnaire choisi par le premier président de la cour d'appel sur une liste de fonctionnaires en service au territoire dressée au début de l'année par le commissaire de la République. Ce fonctionnaire ne doit pas appartenir aux cadres de l'administration qui poursuit l'expropriation.

Le notaire est désigné au début de l'année par le premier président de la cour d'appel.

Le représentant de la propriété privée est choisi, ainsi qu'un ou plusieurs suppléants par le premier président de la cour d'appel sur une liste dressée au début de l'année par le tribunal civil du chef-lieu, siégeant en chambre du conseil; cette liste est établie d'après les listes présentées par la chambre de commerce.

Peuvent seuls être inscrits sur ces listes les citoyens qui satisfont aux conditions requises pour faire partie du jury criminel et qui sont inscrits au rôle d'une des contributions directes ou qui justifient devoir y être inscrits.

Ne peuvent être choisis : 1° — les propriétaires, fermiers, locataires des terrains et bâtiments désignés en l'arrêté de cessibilité et qui restent à acquérir; 2° — les créanciers ayant inscription sur lesdits immeubles; 3° — tous autres intéressés désignés ou intervenant en vertu des articles 25 et 26.

Un secrétaire est désigné par le commissaire de la République parmi les fonctionnaires en service dans le territoire.

Le premier président de la cour d'appel peut, selon les besoins, par ordonnance sur requête présentée par l'administration expropriante renouveler la composition de la commission pour chaque opération.

ART. 30. — A la demande de l'administration, le premier président de la cour d'appel désigne le second fonctionnaire et le contribuable.

Le magistrat président fixe ensuite la date de la réunion de la commission arbitrale.

Le commissaire de la République en convoque les membres et notifie aux parties intéressées, huit jours au moins à l'avance, le jour et le lieu de la réunion.

Au jour de la réunion de la commission, le propriétaire ou tout autre intéressé a le droit d'exercer une récusation péremptoire; ce droit ne peut s'exercer à l'égard du magistrat président. Lorsque plusieurs affaires figurent à l'ordre du jour de la commission, les parties intéressées doivent s'entendre pour exercer la récusation à laquelle elles ont droit; sinon, le sort désigne celle qui peut en user.

ART. 31. — Le magistrat président de la commission arbitrale soumet à celle-ci :

1° — Le tableau des demandes des intéressés et les propositions de l'administration présentées conformément aux articles 25 et 28;

2° — Les plans parcellaires et les titres ou autres documents produits par les parties à l'appui de leurs demandes et propositions.

La commission statue sur mémoire. Les parties peuvent développer les arguments du mémoire, soit par elles-mêmes, soit par leurs parents ou alliés jusqu'au sixième degré et munis d'un mandat régulier, soit par un avocat régulièrement inscrit au barreau ou un avoué dispensés de procuration.

Est nulle et de nul effet, toute convention entre les parties et leurs mandataires ayant pour objet de régler les honoraires dus à ces derniers, lorsqu'elle a pour base le partage, à un titre quelconque, de l'indemnité allouée par la commission.

La commission peut entendre toutes les personnes qu'elle croit pouvoir l'éclairer et, notamment, les fonctionnaires des services financiers. Elle peut également se transporter sur les lieux ou déléguer à cet effet un de ses membres.

ART. 32. — La commission arbitrale ne peut valablement délibérer que si trois membres au moins, dont le magistrat président, sont présents. Elle statue en séance non publique à la majorité des voix; le magistrat président a voix prépondérante.

Lorsqu'aucune majorité ne peut se former sur un chiffre, le président fixe l'indemnité; sa décision constitue la décision de la commission.

Il est dressé procès-verbal des opérations de la commission.

ART. 33. — La commission arbitrale prononce des indemnités distinctes en faveur des parties qui les réclament à des titres différents comme propriétaires, fermiers, locataires, usagers et autres intéressés dont il est parlé à l'article 23.

Il en est de même lorsqu'une partie demande des indemnités à des titres différents.

Dans le cas d'usufruit, une seule indemnité est fixée par la commission, eu égard à la valeur totale de l'immeuble; le nu-propriétaire et l'usufruitier exercent leurs droits sur le montant de l'indemnité, au lieu de les exercer sur la chose.

L'usufruitier est tenu de donner caution; les père et mère ayant l'usufruit légal en sont seuls dispensés.

Lorsqu'il y a litige sur le fond du droit ou sur la qualité des réclamants, et toutes les fois qu'il s'élève des difficultés étrangères à la fixation du montant de l'indemnité, la commission règle l'indemnité indépendamment de ces litiges et difficultés, sur lesquels les parties sont renvoyées à se pourvoir devant qui de droit.

ART. 34. — Si l'indemnité réglée par la commission arbitrale n'est pas inférieure à la demande des parties, l'administration est condamnée aux dépens.

Si l'indemnité ne dépasse pas les propositions de l'administration, les parties qui ne les auront pas acceptées par écrit, avant la délibération de la commission, sont condamnées aux dépens.

Si l'indemnité est à la fois inférieure à la demande des parties et supérieure aux propositions de l'administration, les dépens sont compensés, de manière à être supportés par les parties et l'administration dans la proportion de ces demandes et propositions.

Tout intéressé qui ne se trouve pas dans un des cas visés à l'article 26 est condamné aux dépens, quelle que soit l'estimation de la commission, s'il

n'a pas présenté de demande conformément aux dispositions de l'article 25.

En aucun cas, la part des dépens mis à la charge de l'exproprié ne peut excéder le montant de l'indemnité allouée à ce dernier; le surplus reste à la charge de l'administration expropriante.

ART. 35. — La décision de la commission arbitrale est signée du président, qui la lit, la déclare exécutoire, statue sur les dépens, et, sous réserve de ce qui est dit à l'article 15, envoie l'administration en possession de la propriété, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des articles 44, 45 et 46.

Le procès-verbal et la décision de la commission arbitrale sont déposés en minute au greffe du tribunal qui en délivre les grosses et expéditions nécessaires.

ART. 36. — Le président de la commission taxe les frais et dépens qui doivent être payés par l'administration et par les expropriés dans les conditions stipulées à l'article 34.

La taxe ne doit pas comprendre les frais d'actes ou autres, qui auront été faits antérieurement à l'invitation faite par l'administration aux intéressés de présenter leurs demandes, conformément à l'article 25.

Les membres de la commission reçoivent, s'ils le requièrent, une indemnité de séjour dont le montant et les conditions sont fixés par un arrêté du commissaire de la République. Ces indemnités sont taxées par le président et acquittées comme frais urgents.

En outre, il peut être alloué, sur leur demande, au notaire et au représentant de la propriété privée, membres de la commission arbitrale d'évaluation, ainsi qu'à leurs suppléants, une indemnité de session dont le taux et les modalités seront fixés par arrêté du commissaire de la République.

ART. 37. — Dans le délai de quinze jours à compter de la décision de la commission arbitrale d'évaluation, en ce qui concerne les parties présentes ou représentées dans cette commission, ou à compter de la notification de cette décision, en ce qui concerne les parties défaillantes, l'administration et les parties peuvent faire appel devant le tribunal civil.

L'appel n'est pas suspensif.

Sur requête de l'administration ou d'une partie intéressée, le président du tribunal ordonne en référé toutes mesures nécessaires à la constatation de l'état des lieux, au cas où celui-ci devrait être modifié par l'exécution des travaux avant la décision du tribunal; les frais de ce constat sont à la charge de l'administration.

Le tribunal statue sans procédure orale, sur le vu des mémoires et documents produits par chaque partie. Les parties peuvent toutefois développer les arguments du mémoire, soit par elles-mêmes, soit par leurs parents ou alliés jusqu'au sixième degré, et munis d'un mandat régulier, soit par un avocat régulièrement inscrit à un barreau ou par un avoué dispensés de procuration.

Le mémoire de l'appelant doit être déposé, dans les quinze jours de l'appel, au greffe du tribunal, en double exemplaire, dont l'un est immédiatement notifié à l'intimé par lettre recommandée du greffier avec accusé de réception.

Dans les quinze jours de cette notification, l'intimé doit, de son côté, déposer au greffe du tribunal son mémoire en réponse, établi en double exemplaire, dont l'un est notifié à l'appelant, dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

Ces mémoires peuvent être signés, soit par la partie elle-même, soit par un parent ou allié jusqu'au sixième degré, muni d'un mandat régulier, soit par un avocat régulièrement inscrit à un barreau ou par un avoué dispensés de procuration.

Si le tribunal estime une expertise nécessaire, il y est procédé par un seul expert ainsi que pour toute expertise à laquelle peut donner lieu l'application du présent décret. Cet expert est choisi sur la liste des experts agréés par la cour d'appel. A défaut d'entente entre les parties, l'expert est nommé par le président du tribunal civil. L'expert doit déposer son rapport dans le délai fixé par le président du tribunal et qui, sauf circonstances exceptionnelles, ne peut être supérieur à trois mois. L'expert qui ne dépose pas son procès-verbal dans le délai fixé est aussitôt remplacé; les sanctions prévues au décret du 8 août 1935 sur l'expertise en matière criminelle ou correctionnelle peuvent être prises contre lui.

Le tribunal doit rendre sa décision dans les deux mois du dépôt du mémoire en réponse. Il peut toujours, s'il le juge utile, demander aux parties des renseignements écrits ou la production de pièces justificatives.

Le tribunal statue en dernier ressort. Le jugement est notifié par écrit à la requête de la partie la plus diligente.

Le pourvoi en cassation contre sa décision s'exerce dans le délai de quinze jours à partir de ladite notification et suivant les formes prévues à l'article 22 et seulement pour incompetence, excès de pouvoir ou vices de forme.

Un arrêté du commissaire de la République déterminera, s'il y a lieu, les modalités d'application du présent article.

CHAPITRE III

Les règles à suivre pour la fixation des indemnités.

ART. 38. — La commission arbitrale est juge de la sincérité des titres et de l'effet des actes qui seraient de nature à modifier l'évaluation de l'indemnité.

Toute pièce produite par une partie devant la commission peut, sur la réquisition de l'autre partie, ou d'office par le président de la commission, être retenue pour être ensuite, après avoir été visée, annexée au procès-verbal des opérations de la commission. Si la pièce est supposée frauduleuse ou mensongère, elle est saisie par le président de la commission et transmise au procureur de la République, à toutes fins utiles.

ART. 39. — L'indemnité d'expropriation ne doit comprendre que le dommage actuel et certain causé par le fait même de l'éviction; elle ne peut s'étendre au préjudice incertain et éventuel, qui ne serait pas la conséquence directe de l'expropriation. Si, au cours des débats, il est donné acte à l'administration qui poursuit l'expropriation d'une demande qu'elle considère comme visant un préjudice de cette nature, la commission arbitrale doit statuer sur cette demande par une disposition distincte.

La commission doit tenir compte dans ses évaluations de la valeur résultant des déclarations faites par les contribuables ou des évaluations administratives rendues définitives en vertu des lois fiscales.

Les administrations compétentes sont tenues de fournir à la commission, sur sa demande, tous les renseignements utiles.

ART. 40. — Dans le cas où l'administration contesterait au détenteur exproprié le droit à une indemnité, la commission arbitrale, sans s'arrêter à la contestation dont elle renvoie le jugement devant qui de droit, fixe l'indemnité comme si elle était due, et le président de la commission en ordonne la consignation, pour ladite indemnité rester déposée jusqu'à ce que les parties se soient entendues ou que le litige soit vidé.

ART. 41. — Les bâtiments dont il est nécessaire d'acquérir une portion pour cause d'utilité publique sont achetés en entier si les propriétaires le requièrent par une déclaration formelle adressée au président de la commission arbitrale dans les délais énoncés aux articles 25 et 27.

Il en est de même de toute parcelle de terrain qui, par suite de morcellement, se trouve réduite au quart de la contenance totale si toutefois le propriétaire ne possède aucun terrain immédiatement contigu, et si la parcelle ainsi réduite est inférieure à dix ares.

L'emprise totale d'un bâtiment entraîne de plein droit l'emprise du sol sur lequel ce bâtiment est assis.

ART. 42. — Si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate et spéciale au reste de la propriété, la commission arbitrale statue sur cette augmentation par une disposition distincte. Le montant en est déduit de l'indemnité.

ART. 43. — Les indemnités sont en principe, et sauf les exceptions résultant de dispositions législatives particulières, fixées d'après l'état et la valeur des biens à la date de l'ordonnance du président du tribunal.

Toutefois, les améliorations de toute nature, telles que constructions, plantations, installations diverses, acquisitions de marchandises, etc., qui auraient été faites à l'immeuble, à l'industrie ou au fonds de commerce, même antérieurement à l'ordonnance du président du tribunal, ne donnent lieu à aucune indemnité si, en raison de l'époque à laquelle ces améliorations ont eu lieu ou de toutes autres circonstances, il apparaît qu'elles ont été faites en vue d'obtenir une indemnité plus élevée. Sont présumées faites dans cette intention, sauf preuve contraire, les améliorations postérieures à l'ouverture de l'enquête du titre II. Il n'est pas non plus tenu compte des contrats qui auraient été passés dans les mêmes conditions.

La commission arbitrale ne doit tenir aucun compte, dans la fixation des indemnités, de la hausse spéculative même constatée par des actes de vente, qui aurait été provoquée par l'annonce des travaux ou par leur réalisation partielle.

TITRE V

DU PAYEMENT DES INDEMNITÉS

ART. 44. — L'administration peut prendre possession moyennant versement d'une indemnité au moins égale aux propositions faites par elle et, s'il y a lieu, consignation du surplus de l'indemnité, telle qu'elle a été fixée par la commission; ce surplus doit lui-même être versé à l'exproprié lorsque celui-ci l'accepte et lorsque l'administration n'en conteste pas le montant.

Si les ayants droit se refusent à recevoir les indemnités, la prise de possession a lieu après offres réelles et consignation.

S'il s'agit de travaux exécutés par le territoire ou une commune, les offres réelles peuvent s'effectuer

au moyen d'un mandat égal au montant de l'indemnité réglée par la commission, déduction faite de la part des frais et dépens mise à la charge des expropriés, conformément à l'article 34; ce mandat, délivré par l'ordonnateur compétent, visé par le payeur, est payable sur la caisse publique qui s'y trouve désignée.

Si les ayants droit se refusent à recevoir le mandat, la prise de possession a lieu après la consignation en espèces.

Cependant, l'administration peut, sauf le droit des tiers, payer, sans accomplir ces formalités, les indemnités fixées par la commission, dont le montant ne s'élèverait pas au-dessus de 2.500 francs.

L'exproprié désigné par la décision de la commission comme propriétaire et non inscrit à la matrice des rôles de la commune ou du cercle est tenu, pour obtenir le paiement de l'indemnité fixée à son profit, de justifier de ses titres de propriété.

Tous fermiers, locataires, usagers ou autres ayants droit déclarés à l'administration ou intervenant dans les conditions stipulées à l'article 23 sont tenus également, pour obtenir le paiement de l'indemnité qui a été fixée à leur profit, de justifier de leurs droits à cette indemnité.

Les sommes allouées à titre d'indemnité pour lesquelles il ne serait pas produit de justification suffisante sont versées par l'administration à la caisse des dépôts et consignations et y resteront déposées comme il est dit à l'article 40.

ART. 45. — Il n'est pas fait d'offres réelles toutes les fois qu'il existe des inscriptions sur l'immeuble exproprié ou d'autres obstacles au versement des deniers entre les mains des ayants droit. Dans ce cas, il suffit que les sommes dues par l'administration soient consignées pour être ultérieurement distribuées ou remises selon les règles du droit commun.

ART. 46. — Si, dans les six mois de l'ordonnance du président du tribunal, l'administration ne poursuit pas la fixation de l'indemnité, les parties peuvent exiger qu'il soit procédé à ladite fixation.

Quand l'indemnité a été réglée, si elle n'est ni acquittée, ni consignée dans les six mois de la commission arbitrale, les intérêts courent de plein droit à l'expiration de ce délai.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 47. — Les contrats de vente, quittances et autres actes relatifs à l'acquisition des terrains peuvent être passés dans la forme des actes administratifs, la minute reste déposée aux bureaux du commissaire de la République; expédition en est transmise au receveur des domaines.

ART. 48. — Les significations et notifications mentionnées au présent décret sont effectuées à la diligence du commissaire de la République; elles peuvent être faites tant par huissier que par tout agent de l'administration dont les procès-verbaux font foi en justice sans qu'il y ait en aucun cas à tenir compte des délais de distance. Toutefois, les significations et notifications adressées hors du territoire peuvent être faites par lettres recommandées avec avis de réception.

ART. 49. — Les plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, quittances et autres actes faits en vertu du présent décret sont visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Il n'est perçu aucun droit pour la transcription des actes au bureau des hypothèques.

Les droits perçus sur les acquisitions amiables faites antérieurement aux arrêtés de cessibilité sont restitués lorsque, dans les délais fixés par l'article 311 du code de l'enregistrement et qui courent à partir de la perception, il est justifié que les immeubles acquis sont compris dans ces arrêtés. La restitution des droits ne peut s'appliquer qu'à la portion des immeubles qui a été reconnue nécessaire à l'exécution des travaux.

ART. 50. — Lorsque le propriétaire et l'administration sont d'accord sur le montant de l'indemnité, celle-ci doit, si le propriétaire l'exige et s'il n'y a pas eu de contestation de la part des tiers, dans les délais prescrits par les articles 25 et 27, être versée à la caisse des dépôts et consignations pour être remise ou distribuée à qui de droit selon les règles du droit commun.

ART. 51. — Si les terrains acquis pour des travaux d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit, peuvent en demander la remise.

Toutefois, cette demande reste sans effet si l'administration a affecté les immeubles ou s'engage à les affecter, dans le délai de trois ans au plus, à des opérations dont l'utilité publique a été déclarée dans les formes régulières. La nouvelle affectation, après enquête faite comme il est dit aux articles 4 à 9 inclus, est prononcée par arrêté du commissaire de la République.

Le droit de demander la remise des terrains ne s'exerce que pendant dix ans, à compter de l'ordonnance du président du tribunal.

Le prix des terrains rétrocédés est fixé à l'amiable et, s'il n'y a pas accord, par la commission arbitrale dans les formes ci-dessus prescrites.

L'administration qui acquiert des terrains, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, pour des travaux dont l'utilité publique a été régulièrement déclarée et qui prévoit que ces terrains ne seront nécessaires que pendant une durée limitée, peut reconnaître aux propriétaires le droit de jouir du privilège de rétrocession prévu au paragraphe précédent. Suivant le cas, l'administration insère cette clause dans la convention amiable ou demande au président du tribunal ou au juge délégué d'en donner acte par son ordonnance.

Les dispositions du présent article s'appliquent à toutes les demandes sur lesquelles un jugement définitif n'est pas encore intervenu, à la date de la promulgation du présent décret.

ART. 52. — Un avis publié de la manière indiquée à l'article 5 fait connaître les terrains que l'administration est dans le cas de revendre.

Dans les trois mois de cette publication, les anciens propriétaires qui veulent réacquiescer la propriété desdits terrains sont tenus de le déclarer et, dans le mois de la fixation du prix, soit à l'amiable, soit par la commission ou par le tribunal en cas d'appel, ils doivent passer le contrat de rachat et payer le prix, le tout à peine de déchéance du privilège que leur accorde l'article précédent.

ART. 53. — Les dispositions des articles 51 et 52 ne sont pas applicables aux terrains qui auront été acquis sur la réquisition du propriétaire, en vertu de l'article 41, et qui resteraient disponibles après exécution des travaux.

ART. 54. — Les concessionnaires des travaux publics exercent tous les droits conférés à l'administration et

sont soumis à toutes les obligations qui lui sont imposées par le présent décret.

ART. 55. — Les contributions des immeubles, ou parties d'immeubles, qu'un propriétaire a cédés, ou dont il a été exproprié pour cause d'utilité publique, restent à la charge de ce propriétaire jusqu'au 1^{er} janvier qui suit la date de l'acte de cession ou celle du jugement prononçant l'expropriation.

TITRE VII DISPOSITIONS EXCEPTIONNELLES

CHAPITRE I *Logements insalubres*

ART. 56. — L'expropriation d'immeubles déterminés ou de propriétés situées dans un périmètre donné, lorsque l'insalubrité de ces immeubles ou la nécessité de travaux d'assainissement dans l'étendue du périmètre auront été constatées dans les formes qui seront fixées par arrêté du commissaire de la République, pourra être déclarée et poursuivie conformément aux dispositions du présent décret.

Les portions de ces propriétés qui, après assainissement opéré, resteront en dehors des alignements arrêtés pour les nouvelles constructions, pourront être revendues aux enchères publiques, sans que les anciens propriétaires ou leurs ayants droit puissent demander l'application des articles 51 et 52.

CHAPITRE II *Travaux ordinaires en cas d'urgence*

ART. 57. — Lorsqu'il y aura urgence de prendre possession de terrains non bâtis, même attenant à des habitations mais non clos de murs ou de clôture équivalentes d'après les usages du pays, l'urgence sera spécialement déclarée par un arrêté du commissaire de la République déterminant ces terrains, et les dispositions du titre II ne seront pas applicables aux terrains ainsi délimités.

La procédure est poursuivie conformément aux titres III et suivants.

TITRES VIII DE L'OCCUPATION TEMPORAIRE, DE L'EXPROPRIATION CONDITIONNELLE, DE L'EXPROPRIATION PAR ZONE, DE L'EXPROPRIATION POUR CAUSE DE PLUS-VALUE

CHAPITRE I *De l'occupation temporaire*

ART. 58. — Sous réserve des formalités prescrites à la fin du présent article, les agents de l'administration ou les personnes auxquelles elle délègue ses droits peuvent pénétrer dans les propriétés privées, à l'exception des maisons d'habitation, à l'occasion des opérations ci-après désignées :

Etudes des projets de tous travaux publics ou des travaux d'intérêt public, général ou collectif, susceptibles ou non de donner lieu à expropriation, travaux de triangulation, d'arpentage ou de nivellement fait pour le compte du territoire ou des communes; études en vue de l'installation de bornes ou signaux destinés à marquer les points trigonométriques et tous autres repères nécessaires.

Les opérations ci-dessus doivent être ordonnées par une décision du commissaire de la République, précisant leur nature, la région où elles doivent être faites ainsi que la date à laquelle elles doivent commencer.

Cette décision doit être affichée au moins dix jours à l'avance à la mairie de la commune ou aux bureaux du commandant du cercle où les propriétés sont situées.

Les personnes chargées desdites opérations reçoivent une copie conforme de la décision qu'elles doivent présenter, en cas de réquisition des propriétaires ou des occupants.

ART. 59. — Lorsqu'il y a lieu d'occuper temporairement un terrain, soit pour y installer des bornes ou signaux destinés à marquer les points trigonométriques et tous autres repères nécessaires, soit pour en extraire des terres ou des matériaux, soit pour y fouiller ou y faire des dépôts de terre, soit, d'une manière générale, pour tout autre objet relatif à l'exécution de travaux publics ou de travaux d'intérêt public, général ou collectif, susceptibles ou non de donner lieu à expropriation, cette occupation est autorisée par une décision du commissaire de la République, publiée comme il est dit à l'article précédent, indiquant les travaux à raison desquels l'occupation est ordonnée, les surfaces sur lesquelles elle doit porter, la nature et la durée probable de l'occupation. Notification préalable d'une ampliation de ladite décision doit être faite au propriétaire intéressé par l'autorité administrative de qui elle émane.

Ne peuvent être occupés temporairement les cours, vergers, et jardins attenants aux habitations et entourés de clôtures.

ART. 60. — Faute d'entente amiable entre le propriétaire ou l'occupant et l'administration, l'indemnité représentative des dommages qui auraient pu résulter des opérations prévues à l'article 58 sera réglée par autorité de justice.

L'indemnité annuelle représentative de la valeur locative des propriétés qui n'auraient été occupées que temporairement et du dommage résultant du fait de la dépossession sera réglée à l'amiable ou par autorité de justice et payée par moitié, de six mois en six mois, au propriétaire ou au fermier, le cas échéant.

Lors de la remise de ces terrains, l'indemnité due pour les détériorations causées par les travaux ou par la différence entre l'état des lieux au moment de leur remise et l'état constaté par procès-verbal descriptif sera payée sur un règlement amiable ou judiciaire, soit au fermier, ou exploitant, soit au propriétaire selon leurs droits respectifs.

ART. 61. — Si, dans le cours du premier trimestre de la troisième année d'occupation provisoire, le propriétaire ou ses ayants droit ne sont pas remis en possession, ils pourront exiger l'indemnité pour la cession de l'immeuble qui deviendra, dès lors, propriété publique.

L'indemnité foncière sera réglée, non sur l'état de la propriété à cette époque, mais sur son état au moment de l'occupation, constaté par le procès-verbal descriptif. Le montant de l'indemnité sera déterminé par la commission arbitrale et le règlement en aura lieu conformément aux dispositions du titre IV du présent décret.

ART. 62. — Lorsqu'une borne ou un signal sera établi à demeure sur une propriété particulière, si la cession amiable du terrain nécessaire à son emplacement ou à sa conservation ne peut être obtenue, il sera procédé à son expropriation pour cause d'utilité publique. La destruction, la détérioration ou le déplacement des bornes ou des signaux seront punis des peines prévues à l'article 257 du code pénal.

Les délits prévus au paragraphe précédent seront constatés par les officiers de police judiciaire, ainsi que par les agents des services publics intéressés dûment assermentés qui en dresseront procès-verbaux.

CHAPITRE II

De l'expropriation conditionnelle

ART. 63. — Lorsque l'administration déclare ne vouloir poursuivre l'expropriation qu'après la fixation préalable des indemnités, il peut être procédé à cette fixation avant l'arrêté de cessibilité et conformément au titre IV du présent décret.

ART. 64. — Au cas prévu à l'article précédent, la commission arbitrale est convoquée par arrêté du Commissaire de la République publié et affiché dans les formes prévues à l'article 17 et notifié aux intéressés conformément à l'article 21. Cette notification entraîne pour les intéressés et pour l'administration les obligations prévues aux articles 23 à 28 inclus.

ART. 65. — La commission arbitrale fixe les indemnités auxquelles donnerait lieu l'expropriation éventuelle.

Elle décide en outre du montant de l'indemnité qui peut, en cas où l'administration renoncerait à poursuivre l'expropriation, être allouée aux intéressés du fait du préjudice qu'ils justifieraient leur avoir été causé par l'engagement de la procédure. Cette deuxième indemnité ne peut être supérieure ni à 1 p. 100 de celle qui est déterminée pour le principal, ni au total à 5.000 francs.

ART. 66. — Dans la quinzaine de la décision de la commission arbitrale, l'administration peut, soit renoncer à poursuivre l'expropriation, soit déclarer poursuivre la procédure d'expropriation conditionnelle, soit déclarer recourir à la procédure ordinaire d'expropriation. Elle est tenue de faire connaître sa décision dans les formes indiquées à l'article 5 dans les trois mois qui suivent la dernière décision de la commission; à défaut, elle est censée avoir renoncé à poursuivre l'expropriation.

Le délai de quinze jours accordé aux intéressés par l'article 37 pour faire appel de la décision de la commission court de la date de cette notification. Si l'administration entend faire appel, elle ne peut le faire que dans le délai de trois mois ci-dessus fixé.

ART. 67. — Lorsque l'administration entend poursuivre la procédure d'expropriation conditionnelle, la notification prévue à l'article précédent contient, soit l'indication qu'elle use de son droit d'appel, soit l'invitation adressée aux intéressés de faire connaître s'ils entendent eux-mêmes faire appel dans les formes prévues à l'article 37.

Dans le mois qui suit l'expiration du délai d'appel accordé aux particuliers pour la dernière décision de la commission ou, si appel a été interjeté dans le mois qui suit le jugement du tribunal, l'administration déclare si elle entend poursuivre l'expropriation.

Dans l'affirmative, le Commissaire de la République, par un arrêté motivé, détermine les propriétés qui doivent être cédées ainsi qu'il est dit à l'article 10.

La procédure de l'expropriation se poursuit ensuite conformément au titre III. Toutefois, l'ordonnance du président du tribunal envoie l'administration en possession à charge pour elle de se conformer aux dispositions des articles 44, 45 et 46.

ART. 68. — Lorsque l'administration entend recourir à la procédure d'expropriation c'est-à-dire poursuivre l'expropriation sans attendre que la fixation de l'in-

démnité ait un caractère définitif du fait du jugement du tribunal ou de l'expiration du délai d'appel, le Commissaire de la République, par arrêté motivé, détermine les propriétés qui doivent être cédées ainsi qu'il est dit à l'article 10.

La procédure se poursuit alors conformément au titre III. Toutefois, l'ordonnance du président du tribunal envoie l'administration en possession à charge pour elle de se conformer aux dispositions des articles 44, 45 et 46.

CHAPITRE III

EXPROPRIATION PAR ZONE ET EXPROPRIATION POUR CAUSE DE PLUS-VALUE

ART. 69. — L'utilité de l'expropriation peut être déclarée, non seulement pour les superficies comprises dans le périmètre des ouvrages publics projetés, mais encore pour toutes celles qui sont reconnues nécessaires pour assurer à ces ouvrages leur pleine valeur immédiate ou d'avenir.

Il en est notamment ainsi en matière de voirie urbaine pour les superficies hors alignement, qui font obstacle à un lotissement rationnel ou qui ne sont pas susceptibles de constructions s'accordant avec le plan général des travaux.

ART. 70. — L'utilité de l'expropriation peut aussi être déclarée pour les immeubles, qui, en raison de leur proximité d'un ouvrage public projeté, doivent retirer de l'exécution des travaux une plus-value certaine dépassant 15 p. 100.

ART. 71. — L'utilité de l'expropriation par zone pour cause de plus-value est déclarée dans l'acte même qui reconnaît l'utilité publique des travaux projetés ou dans un acte ultérieur rendu dans la même forme ayant l'achèvement des travaux. Lorsque l'exécution des travaux n'oblige pas une déclaration d'utilité publique, cette utilité est spécialement déclarée par un arrêté du commissaire de la République.

ART. 72. — La détermination des terrains susceptibles d'expropriation en vertu des articles précédents est faite conformément aux dispositions des articles 3 à 9 inclus du présent décret.

Au cas prévu par l'article 71, une expertise destinée à apprécier l'importance de la plus-value est jointe à l'enquête prévue à ces articles.

ART. 73. — Un arrêté du commissaire de la République au vu du projet établi à la suite des opérations prévues à l'article précédent, autorise, s'il y a lieu, l'administration à poursuivre la procédure d'expropriation.

Au cas prévu par l'article 69, l'arrêté du commissaire de la République détermine les différentes zones pour lesquelles l'autorisation d'exproprier est accordée et indique, pour chacune d'elles, le motif de cette extension.

Au cas prévu par l'article 70, l'arrêté du commissaire de la République désigne les immeubles atteints.

L'arrêté du Commissaire de la République fixe, en outre, pour les cas prévus tant par l'article 69 que par l'article 70, le mode d'emploi des terrains qui ne seront pas incorporés aux ouvrages publics et, éventuellement, les conditions auxquelles leur vente sera subordonnée.

ART. 74. — Au cas prévu par l'article 69, le commissaire de la République détermine par un arrêté motivé, les propriétés qui doivent être cédées et indique l'époque à laquelle il sera nécessaire d'en prendre possession.

La procédure est ensuite poursuivie conformément aux titres III et suivants du présent décret.

ART. 75. — Au cas prévu par l'article 70 l'administration notifie l'arrêté du Commissaire de la République aux propriétaires et à tous intéressés et indique le montant de l'indemnité qu'elle demande à raison de la plus-value dépassant 15 p. 100; ils sont tenus dans la quinzaine, réserve faite des cas prévus à l'article 27, de faire connaître s'ils acceptent cette demande et, au cas contraire, le montant de leur offre.

ART. 76. — Si les demandes présentées par l'administration ne sont pas acceptées dans les délais indiqués à l'article précédent, l'administration cite les propriétaires et autres intéressés devant la commission arbitrale pour qu'il soit procédé au règlement des indemnités.

ART. 77. — La commission arbitrale, convoquée comme il est dit au chapitre précédent, prononce successivement sur l'indemnité due pour la plus-value dépassant 15 p. 100 et sur l'indemnité due pour l'expropriation éventuelle.

La condamnation aux dépens est faite d'après les règles fixées à l'article 34 en tenant compte de la demande d'indemnité de plus-value et de l'offre des parties. Tout intéressé qui ne se trouve pas dans un des cas visés à l'article 25 est condamné aux dépens, quelle que soit l'estimation de la commission, s'il n'a pas fait d'offre.

ART. 78. — Dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai de quinzaine prévu par l'article 37 pour intenter le pourvoi en appel contre la décision de la commission ou, si l'appel a été interjeté dans les huit jours qui suivent la notification du jugement du tribunal, le propriétaire doit opter entre l'indemnité de plus-value et l'indemnité d'expropriation, faute de quoi il est censé avoir préféré le versement de l'indemnité de plus-value.

Si le propriétaire opte pour l'indemnité d'expropriation, l'administration peut, dans un délai de huit jours à dater de la notification de l'option, faire connaître qu'elle renonce à poursuivre l'expropriation et cette renonciation ne donne pas droit à l'indemnité prévue par l'article 65; à défaut de renonciation dans ce délai, le Commissaire de la République détermine les propriétés qui doivent être cédées ainsi qu'il est dit à l'article 10. La procédure se poursuit alors conformément au titre III. Toutefois, l'ordonnance du président du tribunal envoie l'administration en possession, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des articles 44, 45 et 46.

Si le propriétaire opte pour l'indemnité de plus-value, il peut payer immédiatement la somme dont il est débiteur.

Il peut également retarder le paiement total de sa dette à la première mutation dont son immeuble sera l'objet. En ce cas, l'administration possède un privilège sur toute la plus-value, à charge seulement de le faire inscrire dans le mois qui suit la notification qui lui est faite du mode de paiement choisi par le propriétaire; ce privilège prend rang après ceux qui sont énumérés à l'article 2103 du code civil.

Il peut enfin s'acquitter de sa dette par des paiements annuels. L'administration peut alors prendre hypothèque pour les sommes dont le paiement est différé. En cas de mutation, le solde est immédiatement exigible.

Quel que soit le mode de libération adopté, les propriétaires ne supportent aucun intérêt et, à l'expiration

d'un délai de cinquante ans à dater de la décision de la commission arbitrale ou, le cas échéant, du jugement du tribunal, l'indemnité de plus-value doit avoir été entièrement payée à l'administration.

Le recouvrement des indemnités de plus-value s'effectue comme en matière de contribution directe.

ART. 79. — Lorsque les immeubles acquis en vertu des articles 69 et 70 n'ont pas été utilisés conformément à l'arrêté du Commissaire de la République visé à l'article 73, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit peuvent en demander la remise comme il est dit aux articles 51, 52 et 53.

TITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

ART. 80. — Les dispositions du présent décret s'appliquent de la manière suivante aux procédures en cours à la date de sa publication :

1^o — Lorsque l'enquête qui précède l'arrêté de cessibilité n'a pas été commencée, les titres II et suivant sont applicables ;

2^o — Lorsque le jugement d'expropriation n'a pas été rendu, les dispositions des titres III et suivants sont applicables.

ART. 81. — Le décret du 15 février 1889 et généralement toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

ART. 82. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et au journal officiel du Togo et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 14 février 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Marc RUCART.

Solde

ARRETE N° 170 promulguant au Togo le décret du 16 février 1937 modifiant l'article 35 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo ;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun ;

Vu le décret du 16 février 1937 modifiant l'article 35 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 16 février 1937 modifiant l'article 35 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié ;

Sur le rapport du ministre des colonies ;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le premier paragraphe de l'article 35 du décret du 2 mars 1910 susvisé est complété comme suit :

« Les congés administratifs sont attribués : soit sur demande des intéressés, soit d'office par les chefs des colonies à partir du moment où ces intéressés réunissent les conditions de séjour colonial indiquées au paragraphe IV du présent article. Dans ce cas, la décision attribuant le congé administratif mentionnera la date à laquelle le fonctionnaire devra quitter la colonie. »

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 février 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Appellations d'origine et étiquetage des vins

ARRETE N° 173 promulguant au Togo les décrets du 18 février 1937 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets du 8 décembre 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins et le décret du 4 janvier 1937 concernant l'étiquetage des vins à appellations contrôlées.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo ;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun ;

Vu les décrets du 18 février 1937 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets du 8 décembre 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins et le décret du 4 janvier 1937 concernant l'étiquetage des vins à appellations contrôlées ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 18 février 1937 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets du 8 décembre 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins et le décret du 4 janvier 1937 concernant l'étiquetage des vins à appellations contrôlées.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions des Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, déclarée applicable aux colonies, et les décrets portant règlement d'administration publique portant application de cette loi en ce qui concerne les vins, vins mousseux et eaux-de-vie dans diverses colonies;

Vu la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine déclarée applicable aux colonies;

Vu les décrets des 15, 29, 31 mai, 29 juin, 6 août, 11 septembre et 29 novembre 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins, vins mousseux et eaux-de-vie, ensemble les décrets en portant application aux colonies des 20 juillet, 30 septembre, 24 octobre, 29 novembre 1936;

Vu le décret du 4 janvier 1937 concernant l'étiquetage des vins à appellations contrôlées;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret du 4 janvier 1937 concernant l'étiquetage des vins à appellations contrôlées.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 18 février 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets du 23 mars 1921 et du 21 février 1925 déterminant les attributions des Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées

alimentaires et des produits agricoles, déclarée applicable aux colonies, et les décrets portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi en ce qui concerne les vins, vins mousseux et eaux-de-vie dans diverses colonies;

Vu la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine déclarée applicable aux colonies;

Vu les décrets des 20 juillet, 30 septembre 1936, 24 octobre et 29 novembre 1936, étendant aux colonies des décrets des 15, 29, 31 mai, 29 juin, 6 août, 11 septembre, 14 novembre 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins, vins mousseux et eaux-de-vie;

Vu les décrets du 8 décembre 1936 portant définition des appellations d'origine contrôlées : « Fixin », « Morey-Saint-Denis », « Clos de la Roche », « Bonnes Mares », « Pernand-Vergelesses », « Santenay », « Clos Saint-Denis », « Savigny », « Vougeot », « Pomerol », « Lalande de Pomerol », « Néac », « Vouvray », « Saint-Péray », « Château-Grillet », « Jurançon »;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les décrets du 8 décembre 1936 concernant les définitions des appellations d'origine contrôlées : « Fixin », « Morey-Saint-Denis », « Clos de la Roche », « Clos Saint-Denis », « Bonnes Mares », « Pernand-Vergelesses », « Santenay », « Savigny », « Vougeot », « Pomerol », « Lalande de Pomerol », « Néac », « Vouvray », « Saint-Péray », « Château-Grillet », « Jurançon ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française ainsi qu'aux journaux officiels des colonies et territoires mentionnés à l'article 1^{er} et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 18 février 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Départ de volontaires pour l'Espagne

ARRETE N° 166 promulguant au Togo les décrets du 18 février 1937 pris en application des dispositions de la loi du 21 janvier 1937 autorisant le gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'empêcher le départ de volontaires pour l'Espagne.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 18 février 1937 pris en application des dispositions de la loi du 21 janvier 1937 autorisant le gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'empêcher le départ de volontaires pour l'Espagne;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 18 février 1937 pris en application des dispositions de la loi du 21 janvier 1937 autorisant le gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'empêcher le départ de volontaires pour l'Espagne.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 21 janvier 1937;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit à tout ressortissant français de prendre du service dans des forces armées en Espagne ou dans les possessions espagnoles, y compris les zones d'influence espagnole au Maroc.

ART. 2. — Le recrutement, sous quelque forme que ce soit, pour les forces armées visées à l'article 1^{er}, de même que tous actes tendant à l'enrôlement dans les dites forces sont interdits sur le territoire français.

En conséquence, sont notamment interdits :

1^o — L'ouverture et le fonctionnement de bureaux de recrutement;

2^o — Le recrutement dans des réunions publiques ou par des visites à domicile, ainsi que la publication d'annonces dans les journaux ou par voie de radiodiffusion, l'envoi de circulaires, les dons et versements, les promesses, menaces et abus d'autorité ou de pouvoir ayant le même objet.

ART. 3. — Il est interdit à toute personne de nationalité française ou étrangère, à l'exception des personnes de nationalité espagnole, se trouvant sur le territoire français, de quitter ce territoire à destination de l'Espagne ou des possessions espagnoles, y compris les zones d'influence espagnole au Maroc, aux fins visées à l'article 1^{er}.

Est interdit dans les mêmes conditions le passage en transit à travers le territoire français.

ART. 4. — Les pénalités prévues par la loi du 21 janvier 1937 sont applicables aux infractions au présent décret.

ART. 5. — Les dispositions des articles 2, 3 et 4 sont applicables en Algérie, aux colonies et dans les territoires sous mandat français.

ART. 6. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur le 21 février.

ART. 7. — Le président du conseil, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur, le ministre de la marine, le ministre de l'air, le ministre des travaux publics, le ministre des colonies et le ministre des postes, télégraphes et téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 février 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,

Léon BLUM.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Marc RUCART.

Le ministre de la défense nationale et de la guerre,
Edouard DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,

Marx DORMOY.

Le ministre des affaires étrangères,
Yvon DELBOS.

Le ministre de la marine,
Gasnier DUPARC.

Le ministre de l'air,
Pierre COT.

Le ministre des travaux publics,
Albert BEDOUCÉ.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

*Le ministre des postes,
télégraphes et téléphones,*
Robert JARDILLIER.

Solde et allocations accessoires

ARRETE N° 168 promulguant au Togo le décret du 19 février 1937 complétant l'article 77 du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires employés et agents des services coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 19 février 1937 complétant l'article 77 du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires employés et agents des services coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo sous le mandat de la France, le décret du 19 février 1937 complétant l'article 77 du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires employés et agents des services coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 30 janvier 1923 réservant des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre, modifiée par la loi du 21 juillet 1928;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 77 du décret du 2 mars 1910 est complété comme suit :

« e) Expectative de nomination à un nouvel emploi dans les conditions de l'article 2, paragraphes 10 et 11 de la loi du 21 juillet 1928 modifiant ou complétant la loi du 30 janvier 1923 qui réserve des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 février 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Marius MOUTET.

Limite d'âge des fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale des retraites

ARRETE No 169 promulguant au Togo le décret du 19 février 1937 relatif à la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale des retraites.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 19 février 1937 relatif à la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale des retraites;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 février 1937 relatif à la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale des retraites.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928, portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de

la loi du 14 avril 1924, créant une caisse intercoloniale de retraites, et les textes qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale de retraites dont la nomination est prononcée par décret ou par arrêté du ministre des colonies ne peuvent être maintenus en activité de service au delà de l'âge de 55 ans, sauf les exceptions prévues au présent décret et au tableau y annexé.

Pour les fonctionnaires qui ne réuniraient pas les conditions exigées par le décret du 1^{er} novembre 1928 pour obtenir une pension d'ancienneté de la caisse intercoloniale de retraites, les limites d'âge fixées sont reculées jusqu'à la date à laquelle ces agents auront droit à pension, sans pouvoir en aucun cas, dépasser soixante ans.

ART. 2. — Ces limites d'âge sont reculées d'une année par enfant à charge, sans que la prolongation d'activité puisse être supérieure à trois ans étant entendu que la notion d'enfant à charge est celle qui est définie par les lois et règlements en vigueur.

Ces limites d'âge sont également reculées d'une année pour tout fonctionnaire et employé qui, au moment où il atteignait sa cinquantième année, était père d'au moins trois enfants vivants à la condition qu'il soit en état de continuer à exercer son emploi et sans toutefois que cet avantage puisse se cumuler avec celui prévu à l'alinéa précédent.

ART. 3. — Le personnel des administrateurs des services civils de l'Indochine demeure soumis aux dispositions du décret du 8 décembre 1936.

ART. 4. — L'article 232 de la loi du 16 avril 1930 et l'article 20 de la loi du 30 juin 1930 sont applicables aux fonctionnaires soumis au régime du décret du 1^{er} novembre 1928 susvisé.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 février 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Marius MOUTET.

TABEAU FIXANT LES ÉCHELONS DE LIMITE D'ÂGE.

DESIGNATION DES SERVICES	57 ANS	56 ANS
Agriculture (services techniques et scientifiques des colonies autres que l'Indochine).	—	Inspecteur général, ingénieur en chef ou directeur de laboratoire.
Chemin de fer franco-éthiopien (contrôle)	—	Ingénieur en chef.
Eaux et forêts (dans les colonies autres que l'Indochine)	—	Inspecteur général.
Météorologistes	—	Ingénieur inspecteur général, ingénieur en chef de 1 ^{re} classe.
Travaux publics des colonies	Ingénieur général, ingénieur en chef hors classe	
Vétérinaires	—	Inspecteur général, vétérinaire en chef.
Hygiène et santé publique en Indochine	—	Inspecteur général.
Directeurs et chefs des services généraux de l'Indochine.	—	Tous les emplois.

Règlement du logement et de l'ameublement aux colonies

ARRETE N° 165 promulguant au Togo le décret du 22 février 1937 portant règlement du logement et de l'ameublement aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 22 février 1937 portant règlement du logement et de l'ameublement aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 22 février 1937 portant règlement du logement et de l'ameublement aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 11 octobre 1934 relatif aux conditions d'attribution des accessoires de solde du personnel colonial;

Vu le décret du 31 août 1935, modifié le 14 août 1936, portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Contrairement aux dispositions de l'article 14 du décret du 31 août 1935 susvisé, modifié par décret du 14 août 1936 susvisé, les règles locales de détermination du droit au logement et à l'ameublement dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, sont maintenues en vigueur jusqu'au 1^{er} juillet 1937.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 février 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Détachement en France des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine

ARRETE N° 177 promulguant au Togo le décret du 3 mars 1937 relatif au détachement en France des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 3 mars 1937 relatif au détachement en France des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 mars 1937 relatif au détachement en France des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 avril 1937.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 3 mars 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Depuis plusieurs années, les services du ministère des colonies font appel à la collaboration des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine placés en service détaché. En effet, les effectifs du personnel de l'administration centrale sont insuffisants et la présence des administrateurs des colonies est destinée à remédier à cette situation. Ceux-ci étant rémunérés par une contribution des colonies instituée par un décret du 30 octobre 1935, nos possessions d'outre-mer sont en droit d'attendre du détachement de leur personnel un avantage pratique : les fonctionnaires coloniaux détachés au département y reçoivent une formation générale, une culture administrative supérieure qui doit les désigner ultérieurement pour occuper de hautes fonctions.

Cependant, tel qu'il est pratiqué, le système du détachement n'est pas exempt de critiques. On a parfois perdu de vue l'intérêt général des colonies qui en supportent les dépenses, pour n'envisager que les convenances personnelles des fonctionnaires. Cet état de chose appelle une prompte réforme.

La conférence des gouverneurs généraux a estimé que le but à poursuivre, en appelant au ministère des colonies un certain nombre de fonctionnaires coloniaux, était de constituer un personnel d'élite et de lui donner une haute formation professionnelle. Elle a émis le vœu que le séjour des intéressés dans la métropole ne devait pas être supérieur à trois ans.

D'autre part, il a paru indispensable que, seuls, les chefs de nos possessions d'outre-mer puissent proposer au ministre le détachement des administrateurs.

Les gouverneurs généraux et les gouverneurs, notant ces fonctionnaires, sont, en effet, mieux à même de juger s'il est opportun de donner suite à des demandes de détachement formulées par des fonctionnaires placés sous leur autorité.

Enfin, après avoir accompli un certain temps de services en France, les administrateurs des colonies doivent retourner à leur rôle normal : l'administration des territoires d'outre-mer. Un tableau dressé à cet effet chaque semestre par les soins du ministre des colonies et par analogie avec les mesures en vigueur dans l'armée coloniale indiquera le tour de départ aux colonies.

Un projet de décret a été préparé afin de réaliser les mesures qui viennent d'être exposées. Il fixe également les modalités de leur exécution.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir le revêtir de votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1920 portant réorganisation du personnel des services civils de l'Indochine et les textes qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La durée du détachement dans la métropole des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine ne peut être supérieure à trois ans.

Ce détachement est prononcé par décret sur la proposition du ministre des colonies, pour une durée d'un an.

Il peut être renouvelé deux fois pour une durée égale, par arrêté du ministre des colonies.

ART. 2. — Les demandes de détachement sont adressées directement aux chefs de colonies qui, chaque semestre, proposent au ministre des colonies les noms des administrateurs susceptibles d'être détachés.

Les demandes de renouvellement de détachement sont présentées, pour avis, au conseil des directeurs du ministère et soumises pour décision au ministre des colonies.

ART. 3. — Il est établi chaque semestre un tableau de départ colonial pour les administrateurs des colonies et les administrateurs des services civils de l'Indochine détachés dans la métropole.

ART. 4. — A titre transitoire, les dispositions du présent décret pourront, à compter de la date de sa promulgation, être suspendues pendant un délai de six mois à titre exceptionnel et par décision spéciale du ministre des colonies.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux administrateurs des colonies et aux administrateurs des services civils de l'Indochine placés en service détaché conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 susvisé.

ART. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 mars 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Acquisition des véhicules automobiles

ARRETE No 176 promulguant au Togo le décret du 4 mars 1937 portant application au territoire du Togo placé sous le mandat de la France de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition des véhicules automobiles.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 4 mars 1937 portant application au territoire du Togo placé sous le mandat de la France de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition des véhicules automobiles;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 mars 1937 portant application au territoire du Togo placé sous le mandat de la France de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition des véhicules automobiles.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 avril 1937.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 4 mars 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 29 décembre 1934 tendant à faciliter l'acquisition de véhicules ou de tracteurs automobiles a eu d'heureuses répercussions sur la vente des automobiles dans la métropole. L'article 5 a prévu l'application de ce texte aux colonies, mais ne l'a pas étendue aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat.

Or, il a paru désirable de faire bénéficier le Togo, territoire sous mandat, des dispositions de cette loi et j'ai préparé dans ce but un projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon plus profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition des véhicules automobiles;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable au territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition des véhicules automobiles.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et au journal officiel du Togo et sera inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 4 mars 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Santé publique

ARRETE N° 157 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 11 novembre 1929 sur la protection de la santé publique aux colonies;

Vu l'arrêté n° 634 du 27 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif, destinées à prévenir, à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme du 17 mars 1937 du gouverneur de la Gold-Coast signalant un cas mortel de typhus amaryl survenu à Teshi;

Sur la proposition du délégué du chef du service de santé du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les voyageurs en provenance de la Gold-Coast entrant au Togo seront mis sous le régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Les passagers européens et assimilés seront soumis à une visite sanitaire quotidienne pendant six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans une formation sanitaire soit à domicile.

Les passagers indigènes subiront, avant de poursuivre leur voyage dans le Territoire une mise en observation sanitaire de six jours par les soins du médecin de la circonscription sanitaire d'accès au Territoire.

La désinsectisation des marchandises ou bagages de tous voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

ART. 2. — Le délégué du chef du service de santé du Togo et les administrateurs commandant les cercles sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 23 mars 1937.

MONTAGNE.

Rôles primitifs

ARRETE N° 158 portant rectification de certains articles des rôles 74, 86 et 107 de l'année 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — (Arrêté n° 74 du 10 février 1936 — J. O. T. 1936, page 117) rôle 47.

CENTRE ATAKPAMÉ

Au lieu de :

Impôt personnel 11.075,—

Lire :

Impôt personnel et taxe additionnelle 225,—

Impôt personnel indigène 10.850,—

ART. 2. — (Arrêté n° 86 du 18 février 1936 J. O. T. — 1936, page 118) rôle 63.

NORD-SOKODÉ

Au lieu de :

Impôt personnel catégorie supérieure 345,50

Lire :

Impôt personnel et taxe additionnelle 345,50

Rôle 65. — LAMA-KARA

Au lieu de :

Impôt personnel indigène 4.382,—

Lire :

Impôt personnel et taxe additionnelle 302,—

Impôt personnel indigène 4.080,—

ART. 3. — (Arrêté n° 107 du 9 mars 1936 — J. O. T. 1936, page 168) rôle 74.

Au lieu de :

Mango. — Taxe sur bicyclette 572,—

Lire :

Sokodé. — Taxe sur bicyclette 572,—

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 mars 1937.

MONTAGNE.

Interdiction de la vente des arachides

Décision N° 196 interdisant la vente des arachides dans le cercle du sud.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 18 juin 1935 réglementant la vente de certains produits durant les distributions de graines de semences faites aux agriculteurs indigènes par les Sociétés de prévoyance;

Vu le télégramme-lettre n° 508 en date du 19 mars 1937 du commandant du cercle du sud;

Vu l'avis émis par la Société indigène de prévoyance du cercle du sud;

Vu l'avis émis par le président de la chambre de commerce par lettre n° 34 du 23 mars 1937;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La vente des arachides, tant sur les marchés qu'en dehors des marchés est interdite dans le cercle du sud pour compter du 26 mars 1937.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 24 mars 1937.

MONTAGNE.

Santé publique

ARRETE N° 179 abrogeant l'arrêté n° 157 du 23 mars 1937 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 11 novembre 1929 sur la protection de la santé publique aux colonies;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et définitif, destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu l'arrêté n° 157 du 23 mars 1937 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast;

Sur la proposition du délégué du chef de service de santé du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun nouveau cas de fièvre jaune n'ayant été signalé en Gold-Coast depuis le 17 mars, l'arrêté n° 157 du 23 mars 1937 est abrogé à la date du 8 avril 1937.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avril 1937.

MONTAGNE.

Régime douanier

ARRETE N° 185 annulant l'arrêté du 28 janvier 1937 promulguant au Togo le décret du 25 novembre 1936 modifiant les droits de douanes perçus sur les graines et fruits oléagineux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 57 du 28 janvier 1937 promulguant au Togo le décret du 25 novembre 1936 modifiant les droits de douanes perçus sur les graines et fruits oléagineux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est annulé l'arrêté n° 57 en date du 28 janvier 1937 promulguant au Togo le décret du 25 novembre 1936 modifiant les droits de douanes perçus sur les graines et fruits oléagineux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 avril 1937.

MONTAGNE.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL EUROPÉEN ET INDIGÈNE**Personnel européen****Rappels pour services militaires**

Par arrêté ministériel n° 80/59 en date du 11 février 1937, des rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont conservés dans leur emploi actuel aux fonctionnaires du cadre des administrateurs des colonies dont les noms suivent et qui ont été promus pour compter du 1^{er} janvier 1937.

Administrateurs de 2^e classe des colonies :

M. Roussel (Charles, Joseph, Albert) . . . 3 m. 7 jours

Administrateurs-adjoints de 1^{re} classe des colonies :

M.M. Mouragues (Albert Jean) . . . : 6 m. 11 jours

Péchoux (Laurent, Elisée) . . . 25 jours

Administrateurs-adjoints de 2^e classe des colonies :

M. Demonio (Antoine, Henri, Charles) . 11 m. 8 jours

Par arrêté ministériel n° 92/59 en date du 18 février 1937, des rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont attribués dans leur emploi actuel aux administrateurs-adjoints de 3^e classe des colonies dont les noms suivent :

M. Chabanon (Paul) 11 mois 22 jours

Nominations**Magistrature coloniale**

Par décret en date du 27 février 1937, sont nommés :

Conseiller à la cour d'appel de la Réunion :

M. Thébault, procureur de la République près le tribunal de 3^e classe de Lomé en remplacement de M. Gerome.

Procureur de la République près le tribunal de 3^e classe de Lomé :

M. Bernard (Louis), juge de paix à compétence étendue de Niamey, en remplacement de M. Thébault.

TROUPES COLONIALES**Armée active**

Par décision en date du 27 février 1937, sont nommés aux grades ci-après, pour compter du 1^{er} mars 1937 :

INFANTERIE :**Au grade d'adjudant :**

(Choix) — Darjo (Vincent-Jean), en service hors-cadres au Togo. — Affecté pour ordre au bataillon de tirailleurs Sénégalais n° 8.

Affectation

Par décision n° 205 du :

8 avril 1937. — M. Champion, chef du secteur scolaire de Palimé, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, directeur de la station agricole de Tové durant l'absence de M. Gaillaguet, conducteur principal d'agriculture en congé.

M. Champion aura droit aux indemnités prévues par les règlements.

PESONNEL INDIGÈNE

Promotions

Par arrêté n° 175 du :

7 avril 1937. — Sont promus, pour compter du 1^{er} avril 1937, les agents indigènes dont les noms suivent :

COMMIS D'ADMINISTRATION

Au grade de commis d'administration principal de 4^e classe :

Gbedey Robert, commis d'administration principal de 5^e classe.

MÉCANICIENS-CONDUCTEURS

Au grade de mécanicien-conducteur de 3^e classe :

Attigbe Kokou, mécanicien-conducteur de 4^e classe.

Affectation

Par décision n° 207 du :

10 avril 1937. — L'instituteur-adjoint de 4^e classe Freitas Paulin est chargé d'assurer le fonctionnement d'un 4^e cours populaire du soir à l'école de la route d'Anécho.

Permission de longue durée

Par décision n° 198 du :

25 mars 1937. — Une permission dite de longue durée de six mois, à solde de présence, pour en jouir à Birni-N'Koni (Niger) est accordée à Madame Bonin née Tevi Louise, sage-femme auxiliaire de 2^e classe du cadre commun secondaire de l'A. O. F., en service à Palimé, du 1^{er} avril au 30 septembre 1937 inclus.

La sage-femme auxiliaire de 2^e classe Madame Bonin aura droit à la gratuité de transport de Palimé (Togo) à Birni-N'Koni (Niger) et retour pour elle et son enfant âgé de 28 mois.

Uniformes des agents des cadres locaux

Par arrêté n° 161 du :

25 mars 1937. — L'article 2 de l'arrêté n° 644 du 22 décembre 1934 est modifié comme suit :

A compter de la même date, il ne sera plus délivré gratuitement des uniformes aux agents des cadres locaux subalternes, sauf en ce qui concerne les plantons, les concierges, les mécaniciens conducteurs du cadre local, les chauffeurs en service à l'hôtel du gouvernement et les facteurs et surveillants des postes et télégraphes en service à Lomé.

Est abrogé l'arrêté n° 69 du 2 février 1937.

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice :

Rengagement

Par décision n° 200 du :

3 avril 1937. — Est rengagé pour 2 ans à compter du 20 mars 1937, le milicien de 2^e classe Tomodji, N° Mle M/251/A. D., de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

10 mars 1937. — Kankandja, garde 2^e classe, N° Mle 883, du détachement police Lomé.

16 mars 1937. — Nassi, brigadier 2^e classe, N° Mle 820, du détachement police Lomé.

Sossou Tchobo, garde 2^e classe, N° Mle 1062, du détachement police Lomé.

18 mars 1937. — Baïma Ahamadah, garde 2^e classe, N° Mle 956, du détachement police Lomé.

4^{er} avril 1937. — Bayasse, garde 1^{re} classe, N° Mle 522, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Afo Takété, brigadier 2^e classe, N° Mle 391, du peloton du sud (subdivision d'Anécho).

Bayassem, garde 1^{re} classe, N° Mle 491, du peloton du sud (subdivision d'Anécho).

Boukote N'Dam, garde 1^{re} classe, N° Mle 758, du peloton du sud (subdivision d'Anécho).

N'Guissa, brigadier-chef 1^{re} classe, N° Mle 395, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Toi Sondé, garde 1^{re} classe, N° Mle 397, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Diedaba, garde 1^{re} classe, N° Mle 452, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Adjeoura Takpa, garde 2^e classe, N° Mle 827, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Aoussou Djobo, garde 1^{re} classe, N° Mle 918, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

Nam, brigadier-chef 1^{re} classe, N° Mle 396, du peloton du nord (subdivision de Mango).

Esso I, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 1012, du peloton du nord (subdivision de Mango).

N'Dabesso, garde 1^{re} classe, N° Mle 963, du peloton du nord (subdivision de Mango).

Betti, garde 2^e classe, N° Mle 446, du peloton du nord (subdivision de Mango).

Boukary II, brigadier 2^e classe, N° Mle 402, du peloton du nord (subdivision de Mango).

3 avril 1937. — Alona, garde 2^e classe, N° Mle 892, du peloton du sud (subdivision d'Anécho).

4 avril 1937. — Sakary, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 632, du peloton du sud (subdivision d'Anécho).

Alaoua, garde 1^{re} classe, N° Mle 625, du peloton du sud (subdivision d'Anécho).

Cemoui, garde 1^{re} classe, N° Mle 909, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

11 avril 1937. — Borma, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 899, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

12 avril 1937. — Nayiri, garde 2^e classe, N° Mle 1095, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Diehom, garde 2^e classe, N° Mle 1096, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Sambo, garde 2^e classe, N° Mle 1050, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Ousmane Taraoré, garde 2^e classe, N° Mle 974, du peloton du nord (subdivision de Mango).

Bartie Kabouré, garde 2^e classe, N° Mle 994, du peloton du nord (subdivision de Mango).

Boukouzy, garde 2^e classe, N° Mle 999, du peloton du nord (subdivision de Mango).

1^{er} mai 1937. — Tinampa, garde 2^e classe, N° Mle 1033, du peloton du sud (subdivision d'Anécho).

Missika, garde 1^{re} classe, N° Mle 1022, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

6 mai 1937. — Sama, garde 2^e classe, N° Mle 916, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

12 mai 1937. — Zinsou, garde 2^e classe, N° Mle 987, du peloton du sud (subdivision d'Anécho).

16 mai 1937. — Alahi, garde 2^e classe, N° Mle 1001, du peloton du sud (subdivision d'Anécho).

20 mai 1937. — Parakou, garde 1^{re} classe, N° Mle 1040, du peloton du sud (subdivision d'Anécho).

1^{er} juin 1937. — Badassem, garde 2^e classe, N° Mle 754, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Ouassou, garde 2^e classe, N° Mle 1042, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Assimin, garde 2^e classe, N° Mle 759, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Koffi, brigadier-chef 1^{re} classe, N° Mle 26, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Samba Taraoré, 1^{re} classe, N° Mle 933, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Adam Patcha, garde 2^e classe, N° Mle 973, du peloton du nord (subdivision de Mango).

Adjou, garde 2^e classe, N° Mle 1008, du peloton du nord (subdivision de Mango).

5 juin 1937. — Gnaman, garde 2^e classe, N° Mle 676, du peloton du nord (subdivision de Mango).

10 juin 1937. — Badema, garde 2^e classe, N° Mle 561, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

11 juin 1937. — Sama Tchao, garde 1^{re} classe, N° Mle 345, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

15 juin 1937. — Sibiti, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 900, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Licenciement

Par arrêté n° 174 du :

6 avril 1937. — Est licencié pour fin de contrat à compter du 13 avril 1937, le garde de 2^e classe Tongue, N° Mle 1020, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

La gratuité du transport est accordée à l'intéressé, ainsi qu'à sa famille, pour rejoindre ses foyers.

ACTES DIVERS

Commission des marchés

Par décision n° 197 du :

24 mars 1937. — M. Boissier, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, est nommé membre de la commission des marchés en remplacement de M. Bérard, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, nommé chef de la subdivision de Mango (cercle du nord).

Cession de livres sterling

Par décision n° 206 du :

10 avril 1937. — Le préposé du trésor est autorisé à céder à la banque de l'Afrique occidentale à Lomé, la somme de mille livres sterling (1.000) au cours de cent quatre francs la livre.

Création d'une société sportive

Par arrêté n° 163 du :

3 avril 1937. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France la création de la société sportive « Lomé tennis club » dont le but est de grouper les efforts des trois sociétés sportives indigènes de tennis de Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Délégation de signature

Par arrêté n° 160 du :

25 mars 1937. — Pendant la tournée que le gouverneur des colonies, administrateur supérieur du Togo doit effectuer dans le territoire du Togo du 25 au 30 mars 1937 inclus, la signature des pièces de recettes et de dépenses et de toutes pièces comptables du budget local, du budget annexe du chemin de fer et du wharf et du budget sur fonds d'emprunt, sera assurée par M. Sanson, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et de la comptabilité.

Enseignement privé

Par arrêté n° 170 du :

8 avril 1937. — La mission catholique est autorisée à ouvrir une école de filles à Atakpamé.

Cet établissement sera soumis aux règles générales d'organisation et de contrôle fixées par l'arrêté du 27 octobre 1933.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 180 du :

8 avril 1937. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Maglo Simon, né vers 1858 à Agbatopé, de feu Adiabra et de feu Agboganhounsi, condamné à un an de prison par jugement du tribunal du 1^{er} degré de Tsévié pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour et rebellion.

Produits pharmaceutiques

Par décision n° 203 du :

3 avril 1937. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

Holt's savle

ORDONNANCE FIXANT UNE SESSION D'ASSISES A LOMÉ

Nous, Boulard, président de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, officier de la légion d'honneur, Vu les articles 251, 253, 258, 259, et 260 du code d'instruction criminelle local;

Après avis de Monsieur le Procureur Général;

Ordonnons :

Une session d'assises s'ouvrira à Lomé (Togo), le jeudi vingt neuf avril mil neuf cent trente sept à huit heures :

Désignons Monsieur le Conseiller Philipon pour présider la dite session.

Fait en notre cabinet, au palais de justice à Dakar, le vingt cinq janvier mil neuf cent trente sept.

BOULARD.

ROLE DE LA COUR D'ASSISES DU TOGO

séant à Lomé

Session du 29 avril 1937

N° D'ORDRE	DATE DE L'AUDIENCE	NOMS ET PRÉNOMS DE L'ACCUSÉ	ACCUSATION
1	jeudi 29 avril 1937	Lamboni Fangué Woamon	Tentative de meurtre

Le Président des assises,
PHILIPON.

Transfert de restes mortels

Par arrêté n° 162 du :

3 avril 1937. — Est autorisé le transfert à la Guadeloupe sur le paquebot « Foucauld », attendu à Lomé vers le 12 avril, des restes mortels de M. Gilbert Sala, adjoint des services civils du Cameroun, décédé à Lomé le 1^{er} août 1936.

Le budget du Cameroun participera aux dépenses du transfert jusqu'à Basse-Terre (Guadeloupe) dans les conditions prévues à l'arrêté du 31 décembre 1934.

Avis

Le concours d'admission au Prytanée militaire aura lieu les 7 et 8 juin 1937.

Les candidats éventuels sont invités à produire leur dossier au cabinet avant le 30 avril.

Examen des juges de paix

Dakar, le 7 avril 1937.

Télégramme officiel administrateur supérieur Lomé

Circulaire 86 — Journal officiel république française
31 mars publie extrait arrêté 26 mars 1937 fixant ouverture examen juges de paix lundi 21 juin 1937 chef-lieu ressort chaque Cour d'Appel.

GEISMAR

Cours des changes

Livre sterling	109,90
Dollar	22,40
Franc belge	3,79
Franc suisse	5,11

Radio du 11 avril 1937 du Département.

Comité de surveillance des prix de détail**PRIX DE LA VIANDE DE BŒUF**

MORCEAUX	1 ^{re} CATÉGORIE ORIGINE CAMEROUN CERTIFIÉE PAR LE VENDEUR	2 ^e CATÉGORIE	3 ^e CATÉGORIE
Filet	8,—	7,—	5,50
Faux-filet, aloyau cuisse entière, entrecôte, côte	7,—	6,—	5,50
Poitrine, épaule, etc.	6,—	6,—	5,50
Langue	5,—	5,—	5,—
Cervelle (la pièce)	2,25	2,25	2,25
Rognons (la pièce)	1,50	1,50	1,50
Foie	5,50	5,50	5,50
Tripes	4,75	4,75	4,75
Pieds (la pièce)	2,—	2,—	2,—

AVIS AUX NAVIGATEURS*Position : Entrée des Bliss carte affectée. 3.385*

N° 147 — M.M. les navigateurs, fréquentant le fleuve Casamance sont informés que d'après des renseignements recueillis à Djogué, l'île aux oiseaux aurait disparu et la rivière Bliss serait obstruée par une grosse dune de sable, ne laissant qu'un petit passage pour l'écoulement des eaux.

Les brisants, au large, semblent s'avancer davantage en mer que ne l'indique la carte.

Position : Bijols (entrée sud de la Gambie) cartes 3.385 et 608 anglaise.

N° 148 — M.M. les navigateurs, fréquentant la passe sud de la Gambie sont informés que les brisants semblent s'avancer davantage, au large, que ne l'indique la carte.

La pyramide du phare est presque toujours invisible et se confond avec la terre.

Il est recommandé aux navigateurs, de donner du tour et de ne passer qu'à bonne distance du feu, le courant portant toujours à terre.

Entrée de la Casamance (passe sud)

N° 149 — M.M. les navigateurs sont informés que la bouée n° 1, de la passe sud de la Casamance, qui était disparu le 28 janvier a été remise en place lors de la dernière tournée de balisage.

Le mode de balisage des passes de la Casamance reste sans changement instructions pour franchir la passe sud.

Les navigateurs sont informés qu'étant donné l'état actuel de la passe sud de la Casamance, ils ne devront s'y engager qu'avec l'assistance des pilotes de Djogué.

Le meilleur mouillage pour attendre le pilote, se trouve à mi-route entre la bouée « pilote » et la tonne n° 4 du nord.

Tirants d'eau à ne pas dépasser,
4m00 en petite morte eau,
4m20 en morte eau moyenne,
4m50 en vive eau moyenne,
4m75 pour des coefficients supérieurs à 110.

Très important

Il est dangereux de franchir la basse à basse mer avec de la houle d'ouest.

Ranger les bouées 1 et 3 et se méfier du courant traversier qui porte au S. S. E; et par conséquent, sur les brisants du sud qui sont très dangereux.

La passe est étroite et sinueuse.

La vitesse du courant, ramenée coefficients 100 est de 1'5 à 2' pour le flot et de 1'7 à 2'2 pour le jusant.

Les marées du jour paraissent plus faibles que celles de la nuit.

N° 150. — M. M. les navigateurs, fréquentant le Bandiala, sont informés que la passe est sujette à de fréquents changements et qu'ils doivent se conformer strictement aux indications ci-après.

Laisser la bouée Bandiala toujours dans l'ouest et en passer à une distance qui ne sera pas inférieure à 100 mètres.

Faire route ensuite sur la tonne rouge marquée (2).

Dès que la passe sera bien ouverte venir franchement sur babord de façon à passer à mi-distance des tonnes de barre et à 200 mètres à l'est de la bouée (3).

Faire route ensuite de manière à passer à 100 mètres de la bouée (5) en la laissant par babord (ceci pour la rentrée bien entendu).

Les marées semblent être plus fortes le soir que le matin.

Tirants d'eau autorisés.

Morte eau 3 m, 30
Morte eau moyenne 3 m, 40 — 3 m, 50
Vive eau moyenne 3 m, 60
Coefficients supérieurs à 100 3 m, 70
Passe de dasilame — sans changement.

151 — M.M. les navigateurs sont informés qu'une mine dérivante a été rencontrée, le 12 mars 1937, par 41° 30 N — 3° 21 E et une autre le 15 mars, par 41° 55 N — 3° 45 E.

Le phare de Kribi présente actuellement les caractéristiques suivantes :

1 éclat toutes les 10 secondes.

éclat 0,5 séclipse 9,5. s.

Livre des phares serie c n° 1791

DOMAINES

Par décision n° 202 du :

3 avril 1937. — Une commission composée de :

M.M. Le commandant de cercle du nord, ou son délégué	Président
Un agent des travaux publics représentant de l'administration.	Membres
John Treveh, demeurant à Mango.	
Lèbre, agent de commerce à Mango.	

se réunira à Mango, place du marché, sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par M. Fillot.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

AVIS D'ADJUDICATION

Vu l'urgence, il sera procédé le quinze mai mil neuf cent trente sept, à neuf heures précises, au bureau des finances à Lomé à l'adjudication du service des transports du personnel et du matériel administratifs à assurer dans les cercles du nord.

Les opérations d'adjudication seront assurées par la commission nommée par l'arrêté n° 121 du 23 février 1937.

Le cahier des charges est tenu à la disposition des intéressés au bureau des finances (section du matériel) tous les jours ouvrables à compter du 15 avril 1937 de 8 heures à 11 heures et de 15 à 17 heures.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de deux mille francs; qui sera transformé en cautionnement définitif.

Chaque soumission devra être conforme au modèle annexé au cahier des charges et sera accompagné du récépissé du versement du cautionnement provisoire.

Lomé, le 15 avril 1937

Le Gouverneur des colonies
Administrateur Supérieur du Togo,
Signé : MONTAGNÉ.

AVIS

Les Grands Réseaux Français ont institué à l'occasion de l'Exposition de 1937 une carte de légitimation. Cette carte, valable, 3 mois pour les voyageurs en provenance des colonies françaises, permet au voyageur de bénéficier d'une réduction de 50% pour se rendre à Paris par l'itinéraire de son choix et pour effectuer tous les voyages qu'il désirera après un séjour minimum de 5 jours à Paris.

En outre, la carte de légitimation comportera certains avantages consentis par l'Exposition et par différents organismes (compagnies de navigation, compagnies aériennes, maisons de commerce, hôtels).

Les cartes de légitimation sont délivrées par les soins du bureau politique, sur la présentation du passeport ou d'autres pièces justifiant la résidence hors de la France métropolitaine.

Prix de la carte : 20 francs.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

FÉVRIER 1937

Climatologie ⁽¹⁾

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	11,4	28,0	82	96,1	31,8	64	73,4	28,6	60		20,4	76	62,5	26,3	62	62,2	28,4	42	26,0	27,0	34	64,6	20,0	27		20,0	44
2	12,1	27,8	86	96,7	32,2	69	73,4	29,0	60	86,4	20,7	72	62,3	26,8	50	62,1	27,8	44	26,8	27,3	37	64,3	20,6	28	97,8	30,2	17
3	12,5	28,7	88	96,6	29,1	70	73,3	28,0	60	88,7	29,8	86	63,1	27,3	74	62,6	28,6	68	27,3	27,0	64	65,8	20,0	53	97,0	20,9	18
4	12,2	28,7	82	97,1	27,7	74	73,8	27,4	72	88,8	26,3	82	62,0	26,4	60	62,8	26,6	70	27,5	28,1	63	64,8	20,3	52	96,1	20,4	28
5	13,3	28,6	84	98,2	28,8	82	74,6	26,0	84	87,7	23,3	84	64,1	24,6	80	63,3	26,6	68	27,0	24,6	68	68,1	29,0	56	96,7	20,8	24
6	12,8	26,2	82	97,8	28,2	72	72,9	28,1	60	86,3	27,1	77	63,8	26,6	64	62,7	27,0	68	26,7	25,2	46	68,0	27,7	56	96,6	29,0	18
7	12,8	26,0	82	96,7	30,7	58	73,4	28,7		88,9	28,4	72	63,5	27,8	58	69,7	28,1	44	28,4	25,4	34	66,5	29,3	30	97,0	20,1	20
8	12,6	27,3	77	96,1	20,3	46	74,2	27,6	41	86,7	28,2	63	62,9	27,6	32	64,2	28,0	33	28,1	26,6	22	65,3	27,6	23	98,2	29,2	28
9	12,1	26,6	83	97,0	28,5	37	74,2	26,8	40	85,8	26,6	64	61,8	27,5	30	63,7	26,8	35	28,0	25,3	17	65,5	27,3	17	97,4	28,0	30
10	11,5	26,5	82	96,7	28,6	60	72,7	26,8	59	86,6	28,0	83	60,3	27,8	33	62,7	26,1	36	27,3	25,6	14	65,4	26,5	19	98,1	28,0	29
11	11,4	26,5	81	96,7	29,8	62	72,8	27,7	57	86,8	26,8	71	60,3	27,7	58	62,6	26,8	32	26,0	25,4	13	64,7	27,1	13	98,1	28,5	38
12	10,7	27,2	82	98,7	29,4	63	72,8	20,1	72	83,0	26,8	73	60,1	28,3	43	61,8	27,0	41	26,0	26,1	17	63,0	28,6	20	97,8	27,6	34
13	10,6	27,2	82	98,1	30,7	60	72,3	20,3	83	85,1	27,0	64	60,0	28,8	45	61,8	27,6	47	28,7	27,5	23	63,7	20,4	17	95,8	28,5	22
14	11,1	28,0	87	98,0	30,4	63	73,0	27,0			27,1	62	61,0	27,0	54	62,2	28,3	57	28,0	27,4	46	64,1	29,8	24	93,4	29,0	20
15	12,5	27,8	86	98,8	31,0	60	72,8	29,4	86		27,4	78	60,0	28,6	50	61,4	28,6	43	26,0	27,4	47	63,7	20,6	28	95,8	29,7	24
16	10,1	27,0	84	94,6	30,6	79	72,1	28,5	65	84,3	27,5	70	60,5	27,2	71	60,3	28,0	64	26,2	26,7	47	62,5	29,5	33	98,4	29,0	32
17	09,1	27,0	88	94,1	29,7	71	72,1	28,2	70	83,4	27,3	81	59,5	28,1	64	59,5	28,3	66	24,7	27,2	46	62,1	29,3	22	96,3	30,8	30
18	09,1	27,7	86	93,8	30,0	73	71,7	28,7	88	83,8	28,2	87	59,8	27,4	77	60,2	28,7	82	24,4	25,0	62	63,7	28,6	33	95,0	30,0	24
19	09,3	28,0	78	93,0	27,5	71	72,3	27,1	68		28,7	70	59,0	27,6	60	60,7	27,7	46	26,3	26,0	23	62,6	28,7	23	94,4	29,1	17
20	09,4	27,7	84	94,4	29,9	70	72,3	28,7	62	84,1	29,4	70	59,7	28,3	80	60,0	28,5	30	25,5	26,7	30	63,1	28,5	17	98,4	29,3	24
21	09,8	27,0	84	98,4	30,6	61	72,7	26,5		83,4	28,6	70	59,7	28,3	46	60,5	28,6	43	24,5	27,7	17	62,6	29,3	14	91,7	20,8	29
22	10,1	27,8	84	91,3	31,1	60	72,0	29,1	59	83,0	28,2	78	58,8	28,5	63	60,9	27,8	48	24,8	27,3	31	62,8	29,6	32	98,0	29,9	31
23	09,4	27,4	83	93,8	29,8	75	72,2	20,0	64	82,8	27,4	70	59,1	28,2	53	60,2	29,0	59	24,3	27,4	34	61,9	30,4	24	94,9	30,0	44
24	09,8	27,1	88	93,5	29,8	73	72,2	29,3	78	82,1	27,6	76	59,1	28,6	60	60,2	29,7	67	24,1	27,5	32	64,5	30,9	41	93,8	31,1	36
25	10,6	27,5	84	94,3	30,7	74	72,2	29,0	72	82,7	29,3	83	60,6	27,3	76	61,3	29,8	69	23,2	27,0	70	62,0	30,3	56	95,0	30,7	40
26	10,9	26,5	86	94,7	29,5	70	72,7	28,3	68	83,0	26,5	78	61,0	25,0	74	61,0	27,7	66	25,1	25,8	43	63,4	29,7	34	96,2	30,2	23
27	10,7	27,2	83	94,5	28,0	74	72,2	28,1	83	84,1	27,0	81	61,0	26,0	62	61,0	27,7	59		27,3	20	63,5	29,0	20	96,6	29,8	29
28	12,2	26,6	84	96,6	30,8	62	73,0	29,2		86,1	28,4	74	62,5		71	62,6	27,7	38		26,2	27	64,3	28,4	27	96,6	30,0	27
Moy.	11,0	27,3	83	95,0	29,7	67	72,0	28,3	64	81,7	27,6	78	61,4	27,8	59	61,8	27,8	54	26,1	26,4	30	63,8	29,0	25	96,2	29,4	27

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(3) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

16 avril 1937

JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

181

Pluviométrie ⁽⁶⁾

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOÉ	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1	G	2,0													
2			22,8			G									
3	4,2	1,5		6,0	2,0	43,5		0,3		G					
4	9,4	11,5	33,5	10,0	12,0	27,3	10,0	13,9	18,5			6,5			
5															
6									10,0	2,0		3,6			
7		3,8												2,3	
8															
9															
10															
11															
12															
13															
14															
15															
16	G				12,5	5,2			5,4						
17		63,5		18,0			G	2,4							
18					3,0	G	2,8	6,0		6,2		4,2			
19	0,3		14,0												
20															
21															
22															
23						G									
24							11,5								
25				40,0	22,0			5,0				G			
26															
27		3,6													
28					2,5										
TOTAL	13,9	85,9	70,3	74,0	54,0	76,0	24,3	27,6	34,1	8,2	0,0	14,3	0,0	2,3	0,0

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G : Gouttes.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé et d'Anécho
pendant le mois de mars 1937**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
Thornlea Douala-Hâvre	Anglais	28. 2. 37	2. 3. 37	2.548	33	—	861.332
61-Hoggar Lagos-Marseille	Français	1. 3. 37	1. 3. 37	3.109	61	—	62.220
62-Daru Liverpool-P. Harcourt	Anglais	2. 3. 37	2. 3. 37	2.126	40	67.907	—
63-Mulrton Pte. Noire-Marseille	Français	—do—	4. 3. 37	3.112	44	—	346.354
64-Banfora Marseille-Douala	—do—	3. 3. 37	3. 3. 37	5.577	147	32.528	—
65-Bougainville Douala-Anvers	—do—	—do—	5. 3. 37	4.363	48	9.518	567.415
66-Touareg Douala-Marseille	—do—	—do—	3. 3. 37	3.123	74	4.987	445.919
67-Tombouctou Marseille-Pte. Noire	—do—	4. 3. 37	4. 3. 37	3.262	44	39.698	—
68-Almora Torrevieja-Cotonou	Norvégien	—do—	7. 3. 37	1.486	22	521.516	—
69-Dahomian Liverpool-Opobo	Anglais	5. 3. 37	—do—	3.327	37	347.141	0.746
70-Asie Bordeaux-Pte. Noire	Français	—do—	5. 3. 37	4.214	139	17.544	2.190
71-Ft. de Douaumont Dunkerque-Douala	—do—	7. 3. 37	7. 3. 37	3.142	42	83.356	—
72-Ft. Archambault Douala-Bordeaux	—do—	8. 3. 37	8. 3. 37	3.288	43	—	429.975
73-Egori Liverpool-Kribi	Anglais	—do—	—do—	3.023	52	70.816	—
74-Banfora Douala-Marseille	Français	10. 3. 37	10. 3. 37	5.577	146	0.146	490.978
75-Clunepark Calabar-Dunkerque	Anglais	11. 3. 37	14. 3. 37	2.153	32	—	1.063.972
76-Leonian Burutu-Rotterdam	—do—	12. 3. 37	13. 3. 37	3.201	39	105.763	304.529
77-Vendome Lagos-Marseille	Français	13. 3. 37	—do—	2.534	36	14.098	166.783
78-Barbara-Marie Londres-Burutu	Anglais	14. 3. 37	15. 3. 37	25.35	34	390.484	—
79-Asie Pte. Noire-Bordeaux	Français	15. 3. 37	—do—	4.214	139	—	137.199
80-Linols Dunkerque-Douala	—do—	16. 3. 37	16. 3. 37	4.597	46	31.161	—
81-Robert Holt Lagos-Liverpool	Anglais	17. 3. 37	17. 3. 37	1.798	41	—	52.250
82-Thomas Holt Liverpool-Warri	—do—	—do—	—do—	2.191	41	98.615	—
83-Almora Lagos-Aarhus	Norvégien	21. 3. 37	21. 3. 37	1.486	22	—	303.644
84-Ethiopian Londres-Burutu	Anglais	22. 3. 37	22. 3. 37	3.203	40	311.287	—
85-Ashlea Douala-Amsterdam	—do—	—do—	27. 3. 37	2.565	35	0.227	1.024.161

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
86-Alfred Jones Liverpool-Lagos	Anglais	22. 3. 37	22. 3. 37	2.155	43	36.602	1.024.161
87-Ft. de Douaumont Douala-Dunkerque	Français	23. 3. 37	23. 3. 37	3.142	41	0.184	714.229
88-Reggestroom Lagos-Haïbourg	Hollandais	--do--	26. 3. 37	1.691	30	100.640	627.956
89-Chelma Marseille-Pt. Noire	Français	24. 3. 37	25. 3. 37	3.105	41	152.876	—
90-Ft. Lamy Anvers-Douala	--do--	--do--	26. 3. 37	3.117	43	35.689	149.570
91-Brazza Bordeaux-Pte. Noire	--do--	--do--	24. 3. 37	6.206	140	7.802	0.661
92-Gabon Douala-Marseille	Norvégien	26. 3. 37	29. 3. 37	2.796	32	—	231.910
93-Bodnant New-York-Opobo	Anglais	27. 3. 37	27. 3. 37	3.229	42	140.993	—
94-Canada Marseille-Douala	Français	28. 3. 37	28. 3. 37	5.668	170	82.594	—
95-Linois Douala-Dunkerque	--do--	30. 3. 37	en rade	4.597	46	0.104	—
96-Ed. Blyden Londres-Kribi	Anglais	--do--	30. 3. 37	2.155	40	82.255	—
97-Catlamet New-York-Matadi	Américain	31. 3. 37	31. 3. 37	3.635	34	70.452	—

PORT D'ANÉCHO

2-Vendome Lagos-Marseille	Français	12.3.37	12. 3. 37	2.534	36	—	41.968
3-Almora Lagos-Aarhus	Norvégien	20.3.37	20. 3. 37	1.486	22	—	150.790

Lomé, le 1^{er} Avril 1937.Le Chef du Bureau Principal des Douanes de Lomé,
Togor.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

" A la Tour Eiffel "

JOYEROT & JACOT

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

Catalogue général d'Horlogerie

Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

